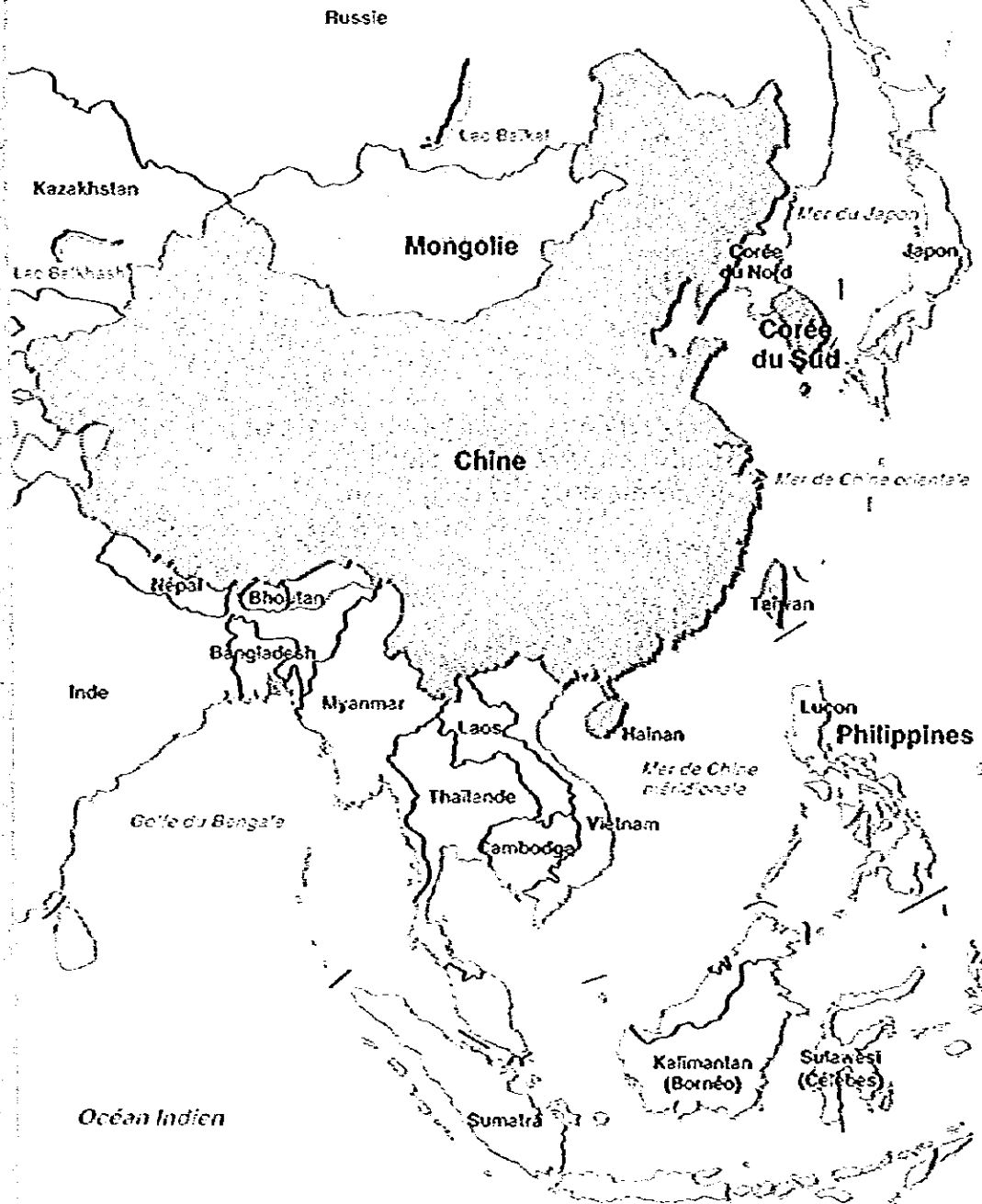


# Chapitre 3



# Etat actuel du développement régional

## Trois pays qui se développent chacun à leur rythme

La région de l'Asie de l'Est est étroitement liée avec le Japon sur le plan géographique et économique. Les trois pays qui la composent – Chine, Mongolie et Corée du Sud – se développent tous d'une manière qui leur est propre.

Durant ces vingt dernières années, la Chine a mis en œuvre une politique de réforme et de libéralisation afin d'introduire une économie de marché et elle s'est hissée à un niveau étonnant de développement économique. Toutefois, celui-ci s'est traduit par des disparités entre le littoral et l'intérieur des terres, et par des problèmes écologiques, conséquences néfastes qui demandent encore à être résolues.

La Mongolie s'est orientée vers une économie de marché dès 1990 et le pays se préoccupe aujourd'hui essentiellement de stimuler l'industrie et d'assurer sur le plan macroéconomique une gestion garantissant un développement économique durable.

La Corée du Sud a suivi un développement économique régulier. Aussi, elle a été transférée dans la deuxième partie de la liste du CAD\* en janvier 2000, ce qui signifie qu'elle est maintenant classée comme pays donateur et non plus comme récipiendaire de l'aide. Depuis l'an 2000, le



Signature d'un accord de coopération pour la création d'une base de données météorologiques ; lancé en janvier 2000, elle a pour objectif de limiter les effets des catastrophes causées par les conditions climatiques en Mongolie.

Japon et la Corée du Sud travaillent sur un programme commun de formation pour l'accueil de stagiaires de PED. Et ce programme devrait normalement devenir la pierre angulaire du partenariat entre ces deux pays.

## La Chine confrontée à des problèmes de pollution toujours plus graves

Depuis qu'elle a lancé son programme de réforme et de libéralisation, la Chine a connu un rapide développement économique. Même si les perspectives dans ce domaine semblaient floues depuis le début de la crise en Asie, la Chine a pu maintenir un taux de croissance de 7 % par des mesures destinées à favoriser l'investissement public et des formes de financement similaires. D'un autre côté toutefois, des disparités régionales et des problèmes de pauvreté sont apparus. Aussi, la Chine doit résoudre des problèmes urgents et notamment combler son retard sur le plan du développement social et remédier aux graves dégradations de l'environnement.

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie de l'Est

L'aide apportée à la Chine concerne essentiellement les quatre domaines suivants :

1. Réduction de la pauvreté et suppression des déséquilibres régionaux : modernisation des soins de santé primaires, axés essentiellement sur la prévention et l'hygiène, modernisation de l'infrastructure éducative et amélioration des secteurs essentiels de la vie quotidienne dans les régions pauvres.
2. Protection de l'environnement : soutien pour la formulation d'une politique environnementale, de mesures de lutte contre la pollution de l'air et de l'eau, de protection des forêts, de protection contre les inondations et de modernisation du trafic urbain.
3. Développement rural, ressources alimentaires : relèvement et diffusion des compétences en matière de production, développement de la distribution et

industrialisation de l'agriculture.

4. Construction d'une économie de marché institutionnalisée : formes diverses de soutien institutionnel accompagnant le développement d'une économie de marché, notamment le soutien aux PME, ainsi qu'une aide financière et sociale.

L'aide concernent la Mongolie est axée sur les cinq domaines suivants :

1. Modernisation de l'infrastructure économique pour la promotion de l'industrie : modernisation dans les domaines de la distribution, de l'approvisionnement énergétique et des communications.
2. Soutien intellectuel\* et développement des ressources humaines pour le passage à une économie de marché, modernisation structurelle et développement des ressources humaines pour faciliter l'instauration d'un système d'économie de marché.
3. Promotion de l'élevage et de l'agricul-

ture : l'élevage souffrant de problèmes tels que le pâturage excessif et la baisse qualitative du bétail, des ressources humaines sont formées pour permettre le passage de la quantité à la qualité, par le renforcement des systèmes de contrôle vétérinaire et l'amélioration de la qualité des produits d'élevage.

4. Soutien dans des domaines clés de la vie quotidienne : soutien en matière d'éducation, de soins de santé et d'infrastructure\* urbaine (alimentation en eau dans les provinces), notamment dans les domaines soumis à des coupes budgétaires drastiques après le changement de système politique.
5. Gestion des ressources naturelles : gestion et protection appropriées après évaluation du niveau actuel des ressources naturelles. Prévention des catastrophes naturelles et modernisation des structures d'aide d'urgence.

Le gouvernement chinois met en œuvre différentes politiques pour contrer la pauvreté à l'intérieur des terres. Même si certains progrès ont été réalisés, d'autres mesures sont encore nécessaires. Parallèlement, la Chine axe sa politique de développement sur l'intérieur des terres, notamment avec le grand projet de développement de l'ouest de la Chine et tente de rétablir l'équilibre entre les régions. Avec l'instauration de l'économie libérale, des réformes majeures sont intervenues dans trois grands domaines (économie, administration et finance) depuis 1998. L'an 2000 a marqué l'aboutissement de ces réformes et il est urgent de renforcer les institutions afin d'accompagner ces brusques changements sociaux.

Concernant les problèmes alimentaires, la production chinoise continue d'avoir environ 500 millions de tonnes par an et se maintient donc à un niveau relativement satisfaisant. Les structures de production doivent toutefois encore être coordonnées sur le plan régional, ce qui suppose de décider de la répartition des cultures suivant les régions. La pollution de l'environnement prend par ailleurs des proportions alarmantes, notamment dans les villes. Outre les effets directs sur la Chine, on craint que cette pollution ne se propage par le relais des pluies acides aux pays voisins, dont le Japon. Parallèlement, comme l'a montré les formidables inonda-

tions du Yang-Tseu-Kyang en 1998, il est urgent d'assurer la préservation des forêts et de reboiser les berges dans le cours supérieur et moyen du fleuve.

## Mongolie : mesures contre le délabrement des équipements et des installations

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la Mongolie est passée d'un système communiste à un système d'économie de marché. Les politiques de stabilisation économique du gouvernement, l'assistance du FMI (Fonds monétaire international) et l'aide économique de divers pays ont permis de remédier dans une certaine mesure aux bouleversements économiques entraînés par ce changement. Toutefois, par manque de fonds, les équipements et installations sont de plus en plus délabrés, de sorte que leur réparation ou leur remplacement sont aujourd'hui des tâches primordiales. Le développement de ressources humaines pour s'adapter au système d'économie de marché est également une priorité urgente. D'autres problèmes viennent se greffer, notamment l'écart croissant entre riches et pauvres et la baisse du niveau d'éducation et des soins de santé.

### Sur le terrain

## Projet de modernisation des systèmes d'observation et de prévision météorologiques

Mongolie

### Radar ultramoderne pour l'étude des conditions climatiques anormales

#### Une lutte permanente contre les catastrophes météorologiques

Sur l'immense territoire que couvre la Mongolie, les conditions météorologiques sont très diverses tout au long de l'année.

Le printemps est la saison de vents forts chargés de sable et de fortes pluies qui font parfois fondre la neige hivernale, entraînant des inondations qui envahissent les prairies et les routes. Si l'été est extrêmement chaud et sec, les chutes de grêle sont fréquentes à l'automne. Les mois d'hiver sont caractérisés par de violents blizzards et un froid glacial. En Mongolie, la vie des pays est donc souvent affectée par les phénomènes naturels et les changements climatiques peuvent mettre leur vie en danger.

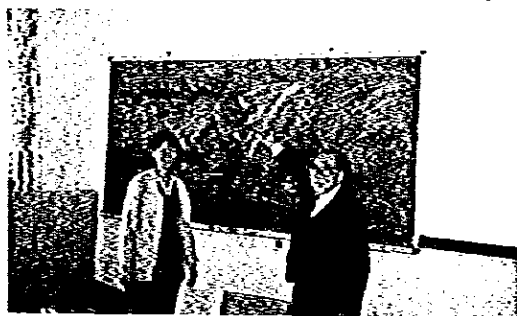
Exemple récent de telles catastrophes naturelles, le Zud qui s'est produit entre 1999 et 2000. Zud se traduit généralement par "dégâts causés par la neige", mais il inclut tous les types de dommages causés par les très basses températures. La sécheresse estivale et le manque de précipitations des derniers hivers ont entraîné des rigueurs de hiver, fixant par les facteurs aggravant ce type de dommages.

Les Mongols vivent très près de la nature et doivent parfois s'adapter pour éviter ses effets. A titre d'exemple, certains ingénieurs programment même à l'opinion des secteurs public et privé afin de réduire les dommages infligés aux récoltes par la grêle : pendant la période qui précède les moissons, les fermiers regroupent leurs ressources financières et commencent le Centre de modification des conditions climatiques de l'Agence nationale de météorologie pour qu'il fournisse à ces derniers DCA les moyens de grêle qui menacent leurs champs.

#### Un nouveau radar pour comprendre les énigmes du climat

Un radar météorologique à effet Doppler a été installé au sommet d'une montagne dominant l'important intersection d'Oulan-Bator en décembre 1999 grâce à un appui de coopération financière non remboursable du Japon. Ce nouveau dispositif dénote un grand nombre de plates-formes nouvelles, précédemment inexistantes.

#### Coopération financière non remboursable, envoi d'experts de la coopération technique



Démonstration au tableau noir.

Avec l'aide d'experts de la JICA, des spécialistes de la prévision et de radiodiffusion météorologiques ont formé une équipe pour analyser les conditions climatiques. L'équipe a formulé plusieurs hypothèses de travail et les a soumis à discussion lors de séminaires au département de météorologie de l'Université d'Etat de Mongolie.

#### Création d'une base de données météorologiques

Des fonds d'aide à la recherche non remboursables inscrits au budget de la JICA ont permis, dès janvier 2000, d'aider l'équipe à créer une base de données regroupant les informations météorologiques des 60 dernières années.

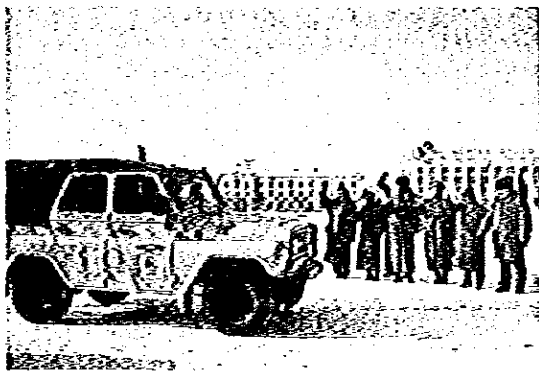
Avec cette base, il devrait être possible de rappeler en un instant les relevés météorologiques et les enregistrements relatifs aux catastrophes correspondantes.

Ces initiatives et ces expériences scientifiques devraient permettre de mieux comprendre le système climatique de Mongolie et d'intensifier les prévisions des conditions météorologiques susceptibles de provoquer des catastrophes, afin de réduire leurs effets au maximum. (Bureau de la JICA en Mongolie)

# Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

## L'appui de l'expérience japonaise pour la réforme des sociétés

L'économie chinoise continue de se développer à un rythme rapide, entraînant divers problèmes dans son sillage. Plus forte population au monde avec près de 1,5 milliard d'habitants, celle-ci augmente de 12 millions par an. Les difficultés directes et indirectes résultant de cette croissance démographique constituent des problèmes de portée mondiale\* dont l'impact se fait



Une jeep fournie pour promouvoir la coopération des efforts dévoués d'Oulan-Bator (Mongolie).

sentir non seulement en Asie, mais dans le monde entier. La pauvreté et les déséquilibres régionaux, l'aggravation constante des problèmes écologiques, les problèmes liés au développement agricole et aux ressources alimentaires, ainsi que les divers problèmes accompagnant l'introduction d'une économie de marché exigent une réponse immédiate et figurent par conséquent en tête de liste des priorités en matière d'aide pour la Chine.

Les problèmes de pauvreté et de déséquilibres régionaux doivent être traités rapidement par un programme de coopération englobant les services de santé et de soins médicaux pour les zones désavantagées (particulièrement à l'intérieur des terres).

### Sur le terrain

## Culture fruitière et lutte antiparasitaire Chine

### L'espoir de cueillir un jour de belles pommes rouges bien mûres

#### • Accueil de stagiaires en coopération avec le gouvernement local

Dans le cadre de l'amitié sino-japonaise, des étudiants de la province de Yangzhou ont été invités à recevoir une formation aux techniques agricoles dans la préfecture d'Ishikawa. Depuis sa création en 1986, ce projet d'échange connaît un franc succès. L'association de Hokuriku s'est associée en 1999 avec le gouvernement de la préfecture d'Ishikawa pour le soutenir et lancer un cours régional de formation sur l'éradication des parasites et l'amendement des sols – éléments déterminants de la culture fruitière.

#### • Passer de pommes véreuses à de beaux fruits d'un rouge luisant

En Chine, la tendance dans la production fruitière a toujours été de privilégier la quantité plutôt que la qualité, et au contraire du Japon, à ne pas accorder d'importance à la couleur, à la teneur en sucre ou à la taille des fruits. Or, l'étonnante croissance économique rendue possible par la politique de réforme et de libéralisation amorcée dans les années 1990 fait que de plus en plus de consommateurs chinois réclament aujourd'hui des fruits de qualité. Les fermiers du Yangzhou ont été les premiers en Chine à introduire avec bonheur des pommes Fuji du Japon. Toutefois, de nombreux problèmes doivent encore être résolus, notamment l'acquisition de techniques d'émondage, d'amendement des sols et de lutte contre les parasites. L'aide japonaise soignée par conséquent de grands espoirs. Le Yangzhou n'est pas loin de Shanghai, ville la plus peuplée de Chine, et son approvisionnement

### Accueil de stagiaires en formation technique



Stagiaires chinois étudiant les techniques d'émondage

régulier en fruits de qualité (pommes, poires, etc.) correspondra grandement à l'autoconsommation des agriculteurs.

#### • Amélioration constante du niveau de formation

Au cours de l'exercice 1999, trois stagiaires chinois sont venus étudier au Centre polyvalent de recherche agricole de la préfecture d'Ishikawa. Le Centre prévoit par ailleurs d'envoyer deux experts en Chine au cours de l'exercice 2000. Nous espérons que les liens avec la préfecture d'Ishikawa se resserment encore, afin que cette formation soit des plus « fructueuses ».

(Agence de Hokuriku)

la formation de personnel pour assurer ces services, ainsi que l'amélioration de l'infrastructure en matière d'éducation et de soutien aux communautés rurales pauvres.

Comme il est impossible d'intervenir directement par des mesures de protection de l'environnement englobant l'ensemble de la Chine, il faut aborder les problèmes écologiques suivant deux axes : premièrement, favoriser chez les Chinois l'auto-assistance par le biais d'une politique de dialogue et deuxièmement, apporter latéralement un soutien pour que les Chinois parviennent par eux-mêmes à diffuser à l'échelle nationale une technologie et des équipements contre la pollution en s'appuyant sur les activités de coopération réalisées au Centre d'amitié sino-japonaise pour la protection de l'environnement et sur la participation au programme sino-japonais pour le développement d'une cité modèle respectueuse de l'environnement.

La réponse aux problèmes alimentaires passe par la poursuite des activités pratiquées dans le cadre de la coopération pour le renforcement de l'infrastructure agricole : irrigation, drainage et mécanisation. Les efforts de coopération en vue d'améliorer la distribution de produits agricoles, de même que l'étude et le test des ressources génétiques végétales, ainsi que la production de semences et la sélection des espèces appropriées, sont autant de moyens efficaces de favoriser l'augmentation de la production alimentaire. Des efforts sont accomplis pour accroître la production et relever le niveau des revenus des agriculteurs, par le biais de cours destinés à diffuser certaines pratiques culturales et à moderniser l'organisation des exploitations.

Pour soutenir le passage à une économie de marché, il faut non seulement que le Japon transmette sa propre expérience dans le domaine de la réforme des entreprises, mais il faut aussi apporter des améliorations systémiques en matière d'aide sociale : aide aux salariés licenciés pour raisons économiques, aide au logement, pensions de retraite, assurance-maladie, assurance chômage et assurance maladie. Les mesures d'aide aux PME peuvent constituer un filet protecteur pour les déshérités et les travailleurs licenciés suite à la réforme des entreprises d'Etat. Parallèlement à la présentation de la propre expérience du Japon afin de stimuler les PME, des efforts sont entrepris pour former des banquiers et d'autres agents du secteur financier.

## Fourniture de l'appui intellectuel\* requis pour le passage à une économie de marché

---

Après 70 ans de socialisme en Mongolie, un appui intellectuel s'avère nécessaire pour la formation du personnel requis lors du passage à une économie de marché et pour la mise en œuvre de réformes sur le plan économique, juridique et administratif. Le vaste territoire national de la Mongolie a été utilisé jusqu'ici principalement à des fins de pâturage. Aussi, la JICA apporte aujourd'hui une aide pour que les terres soient protégées et administrées de manière appropriée et pour encourager le tourisme.

L'agriculture et l'élevage représentent plus de 30 % du PIB. L'aide de la JICA a pour objectif de favoriser le développement de l'agriculture pour en faire l'un des principaux secteurs d'activité de la nation. Cette aide vise notamment à renforcer les systèmes de contrôle vétérinaire et à promouvoir la commercialisation de la viande des animaux d'élevage.

Les changements intervenus dans le système politique ont occasionné une brusque détérioration des services sociaux, tels que l'éducation et les soins médicaux. La JICA fournit une aide pour reconstruire les hôpitaux et les écoles, ainsi que pour former le personnel requis. L'Agence envisage par ailleurs de contribuer à l'amélioration de l'infrastructure nécessaire pour l'aménagement et l'alimentation en eau des villes régionales.

# Chapitre 4

## Asie centrale et Transcaucasie



# Etat actuel du développement régional

## Point stratégique sur la Route de la Soie reliant l'Orient à l'Occident

L'Asie centrale se compose de cinq pays – Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan – alors que la Transcaucasie comprend seulement trois nations : Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie. Au cœur du continent eurasiatique, ces deux régions couvrent une superficie de 4,2 millions de km<sup>2</sup> et regroupent 70 millions d'habitants. Elles sont situées à un emplacement stratégique sur la Route de la Soie qui fut autrefois l'artère principale reliant l'Orient et l'Occident. La partie nord a été le théâtre de conflits territoriaux permanents entre les populations nomades qui l'habitent. Dès les années 1920, les pays de la région seront intégrés à l'Union soviétique, mais ils retrouveront leur indépendance avec l'effondrement du bloc communiste en 1991.

Des peuples d'origines ethniques diverses habitent la région depuis la nuit des temps. Les Russes et d'autres populations s'y sont établis au début des Temps modernes et chaque pays est caractérisé aujourd'hui par un savant dosage ethnique. Si l'influence islamique n'est pas trop forte dans les cinq



Faïzovs de Bichkek, capitale du Kirghizistan.

nations d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, elle l'est beaucoup plus en Ouzbékistan et au Tadjikistan depuis le retour à l'indépendance. L'Arménie et la Géorgie sont quant à elles dominées par le christianisme de l'Eglise orthodoxe, et elles ont toutes deux une langue et une culture propres.

## Vers une véritable autonomie

Les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie doivent s'adapter au démantèlement de l'ancien système imposé par l'Union soviétique et instaurer un système politique et économique digne de nations indépendantes. Les indicateurs de base relatifs à l'éducation, aux soins de santé et aux services sociaux sont généralement plus élevés que ceux des autres PED. Depuis l'indépendance toutefois, les inefficiences du système d'économie planifiée de l'ère soviétique sont de plus en plus flagrantes. La dégradation des installations et des équipements, un outillage de maintenance inadéquat et des ressources énergétiques insuffisantes ainsi que l'effondrement du système ont conduit au chaos économique et social. Aussi, la priorité pour ces pays est de mettre en place les systèmes et des structures justifiant le statut de véritables nations indépendantes.

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie centrale et en Transcaucasie

Les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie connaissent de graves problèmes pour s'établir en tant que nations. Sous le communisme, en présence de la dépendance par rapport à l'Union soviétique et un fort gouvernement central, et il existait une nette division du travail entre les différents pays. Par la suite, il manque à chacun d'entre eux un grand nombre d'infrastructures sociales et industrielles qui font les nations indépendantes. Des réformes sont donc nécessaires : il faut notamment se défaire complètement de l'ancien système, instaurer des institutions démocratiques et adopter une économie de marché. A l'heure actuelle, ces pays manquent de personnel suffisamment qualifié pour transposer ces réformes dans la réalité.

La JICA s'efforce de contribuer au renforcement des institutions et au développement harmonieux des pays d'Asie centrale et de Transcaucasie. L'aide apportée est axée sur les conseils concernant l'introduction d'une économie de marché, le développement des ressources humaines et la modernisation des infrastructures<sup>9</sup> de base.

Depuis l'indépendance émergeant divers problèmes dont l'un ne se préoccupait guère au temps de l'Union soviétique, notamment les problèmes d'environnement particulièrement graves, tels que la salinisation aux abords de la mer d'Aral et son assèchement. De trop grandes quantités d'eau ont été pompées sans planification ni coordination préalables des rivières qui se jettent dans la mer d'Aral (devenues internationales depuis l'effondrement de l'Union

soviétique). Cet exemple est une illustration parfaite des problèmes causés par les grands systèmes inefficaces exploités sous ce régime. Les problèmes écologiques deviennent toujours plus complexes. Pour lutter contre leurs conséquences dans la région, la JICA a envoyé des conseillers pour l'élaboration de politiques et apporté sa contribution sur des sujets spécifiques, tels que la préservation de la diversité biologique<sup>9</sup>.

Divers problèmes font leur apparition suite aux rapides changements intervenus sur le plan social. Toutefois, la JICA se concentre sur des domaines de la santé et des soins médicaux étroitement liés à la vie quotidienne de la population. Elle souhaite poursuivre l'aide visant à réparer les infrastructures de l'ère soviétique, aujourd'hui toujours plus inefficaces et isolées.

Même si ces pays ont tous une assise économique différente, ils s'efforcent tous d'opérer la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Des résultats considérables ont été atteints récemment sur le front macroéconomique, mais à la fin de 1998 le PNB de la plupart de ces pays avait diminué de plus de moitié par rapport à l'époque précédant l'indépendance et la situation économique reste par conséquent très fragile. Pour que le niveau économique et le niveau de vie des individus puissent être relevés, la reconstruction économique doit aller de pair avec le renforcement des institutions.

## Situations diversifiées sur le plan économique et politique

Plus de neuf ans ont passé depuis l'accès des pays de la région à l'indépendance et leurs situations sur le plan politique et économique se diversifient de plus en plus.

Sur le plan de la réforme économique, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et les trois pays de la Transcaucasie progressent résolument vers la libéralisation

des prix, la privatisation, la déréglementation, la libéralisation des échanges et d'autres types de réforme structurelle, conformément aux prescriptions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). L'Ouzbékistan et le Turkménistan s'écartent pour leur part des programmes d'ajustement structurel\* de la Banque mondiale et du FMI et suivent chacun progressivement leur voie propre. Au Tadjikistan, les conflits internes provoqués par l'indépendance se sont atténués et le pays s'est finalement engagé sur la voie de la réforme économique.

L'agriculture est le principal secteur d'activité et les cultures suivent les conditions climatiques et naturelles des différentes régions. Si le climat de l'Asie centrale est généralement sec, la Transcaucasie bénéficie d'un climat méditerranéen. Ces régions bénéficient par ailleurs d'importantes ressources minérales – pétrole, gaz naturel et métaux rares – et l'industrie de transformation primaire est bien développée dans plusieurs pays. L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont tous intérêt à développer leurs ressources propres, dont ils disposent abondamment, et à développer des débouchés d'exportation. La Géorgie, qui ne dispose pas de ressources propres, s'efforce de jouer un rôle dans le transport d'énergie.

# II

Chapitre

Asie centrale et Transcaucasie

## Sur le terrain

### Technologie industrielle pour l'amélioration des conditions de vie dans les zones bloquées par la neige

Ouzbékistan  
Kazakhstan

### Coopération au niveau local adaptée à l'environnement naturel

#### † Accueil de stagiaires originaires de deux pays d'Asie centrale

La JICA propose des formations de type "pro position locale" (présentation des connaissances et du savoir-faire acquis dans le cadre naturel et historique des régions), notamment sur l'île de Hokkaido.

Cette formation particulière a été lancée en 1999 grâce au savoir-faire et à l'expérience de la ville de Kitami (Hokkaido), où les températures peuvent chuter à moins 30 °C durant l'hiver. Le stage accueillait des représentants d'Ouzbékistan et du Kazakhstan, pays d'Asie centrale qui doivent aussi affronter des hivers extrêmement rigoureux.

Ce cours eût été pour Kitami la première occasion d'accueillir des stagiaires formés par la JICA. Des représentants des secteurs industriel, universitaire et gouvernemental au plan local fondèrent le Conseil international de Kitami pour la promotion de la coopération technique. Celui-ci eut de fréquentes discussions avec les organisations locales et établit le plan des cours. Les compétences théoriques et pratiques en matière de modernisation de l'infrastructure sociale furent l'objet de présentations à la mairie et à l'Université de technologie de Kitami. Parmi les thèmes abordés : l'alimentation en eau et le drainage, la réfection des routes, le traitement des déchets et la technique du béton aux très basses températures.

#### • Liens avec la population locale

Malgré les différences de structure sociale entre le Japon et l'Asie centrale, les stagiaires ont tenté de recueillir au cours des différentes discussions un set d'idées pratiques et théoriques que possible pour

#### Accueil de stagiaires



Formation aux mesures de lutte contre le froid à Kitami (Hokkaido).

les appliquer dans leur propre pays. Après un mois de formation intensive, ils ont exprimé leurs remerciements pour l'opportunité qui leur avait été donnée.

Les deux stagiaires ont participé à un cours d'initiation au russe ouvert au grand public, durant lequel ils ont eu le plaisir de présenter leur pays et de dialoguer avec la population locale. Cette expérience inattendue s'est révélée d'une portée inestimable autant pour les stagiaires que pour les habitants de Kitami.

(Centre international de Hokkaido Oshima)



La crise financière de 1998 en Russie a porté un coup sévère à ces pays. La chute spectaculaire des exportations vers cette dernière, la baisse des envois d'argent des personnes y travaillant et le départ des investisseurs étrangers ont ralenti la croissance économique et ont nettement freiné les efforts de réforme. Les répercussions sont particulièrement marquées au Kirghizistan et en Géorgie.

En mars 1996, le Kazakhstan et le Kirghizistan ont conclu

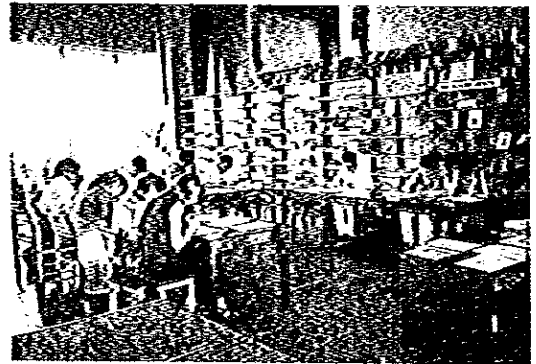
avec le Belarus un accord visant à renforcer l'union entre ces trois nations, et se sont montrés favorables à l'idée d'un renforcement de la Communauté des Etats indépendants (CEI) autour de la Russie. L'Ouzbékistan et le Turkménistan ont quant à eux tendance à faire cavalier seul. En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie renforcent leurs liens avec l'Ouest, notamment dans le cadre du développement pétrolier, alors que l'Arménie se tourne vers la Russie, plus particulièrement pour des questions de sécurité.

## Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

### Soutien aux efforts d'autonomie des nouveaux Etats indépendants

En juillet 1997, le premier ministre japonais, M. Hashimoto, présentait sa politique de promotion des relations diplomatiques avec l'Asie centrale et la Transcaucasie (région dite de la Route de la Soie). Pour aider au développement autonome de cette région, la JICA fait porter ses efforts de coopération dans quatre domaines : 1) appui à l'introduction d'une économie de marché ; 2) modernisation de l'infrastructure axée sur les transports et les communications ; 3) coopération dans le secteur social et notamment les soins médicaux et l'éducation et 4) protection de l'environnement.

L'aide dans le premier domaine s'est traduite par des conseils sur le plan de la macroéconomie et de la politique de planification à long terme du développement, des plans directeurs sur des thèmes particuliers tels que la promotion des PME et enfin, une assistance technique massive. Pour l'infrastructure des transports et des communications, la JICA a contribué à la modernisation de voies ferrées, de routes et d'aéroports. Elle a aussi apporté son soutien aux politiques relatives à l'environnement et aux systèmes de santé et de soins médicaux. Enfin, la coopération a porté sur les



Le Centre Japon du Kirghizistan dispose d'une riche documentation

secteurs d'activité de base, tels que l'agriculture et l'industrie minière.

La JICA œuvre par ailleurs au développement des ressources humaines pour soutenir la démocratisation au Tadjikistan, encore instable suite à la guerre civile. En 1999, la JICA a ouvert son premier bureau en Asie centrale (à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan), en vue d'étendre ses activités de coopération dans la région. La coordination avec les pays de la Transcaucasie devrait être assurée par le bureau de la JICA au Royaume-Uni.

### Les actions essentielles

Le principal enjeu pour les pays d'Asie centrale est le passage à une économie de marché. Pour les aider dans ce processus et apporter effectivement une aide "aux orientations clairement visibles", des centres de développement des ressources humaines (Centres Japon) ont été créés en Ouzbékistan et au Kazakhstan. Leur vocation est de former un personnel hautement qualifié capable de participer au développement de l'économie des pays de la région. Ces centres proposent également des cours d'apprentissage de la langue japonaise et de sensibilisation pour mieux faire connaître le Japon sur le plan local.

Dans le domaine de la santé, la JICA a apporté son aide au district de Semipalatinsk, région au nord-est du Kazakhstan où l'Union soviétique a procédé environ à 470 essais nucléaires. L'inquiétude est grande aujourd'hui sur

les effets à long terme de ces essais sur l'environnement et la santé de la population. Aussi, la JICA a mis en place un système pour déterminer le degré d'exposition aux rayonnements et apporté sa contribution aux efforts pour relever le niveau des soins médicaux dans le district.

Dans le cadre d'un nouveau projet de renforcement des institutions, la capitale du Kazakhstan a été transférée d'Alma-Ata à Astana. Dans ce contexte, la JICA participe à l'établissement d'un plan directeur pour l'aménagement de la nouvelle capitale.

plusieurs affaires tragiques pour le personnel chargé de la coopération japonaise : assassinat en 1998 de Yutaka Akino (représentante japonaise d'une mission d'inspection des Nations unies au Tadjikistan) et enlèvement en 1999 d'un ingénieur japonais au Kirghizistan. Avant d'étendre l'aide dans la région, la situation de l'ordre public et les mesures de sécurité devront être prises sérieusement en considération.

## Efforts accrus pour renforcer la sécurité

La région est caractérisée par une structure ethnique et religieuse complexe. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, avec la situation politique instable, les tensions internes ont pris la forme d'activités terroristes, de guerres civiles et d'affrontements. Cette région a été le théâtre de

### Sur le terrain

## Séminaire de démocratisation [Tadjikistan]

### Accueil de stagiaires

### Le désir d'assurer le développement harmonieux du pays après la guerre civile

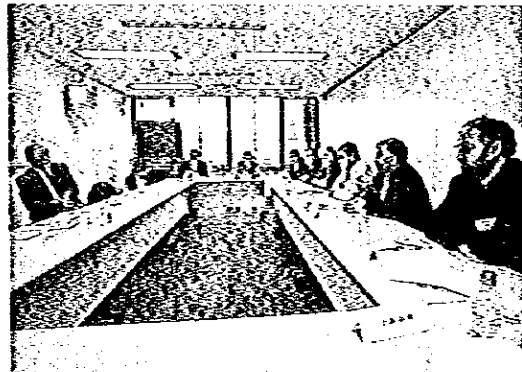
#### ◆ Affrontements toujours plus graves avec les forces anti-gouvernementales

Le Tadjikistan était le pays le plus pauvre au sein de l'ex-Union soviétique. L'absence de développement dans la région montagneuse du centre du pays et l'infiltration graduelle des forces islamistes avaient alors permis la formation d'une force secrète anti-gouvernementale. Après l'indépendance, un régime s'appuyant sur l'ancien parti communiste est venu au pouvoir, mais il s'est vite trouvé à nouveau tiraillé avec les groupes d'opposition, ce qui a entraîné la guerre civile en 1992. La médiation assurée par les Nations unies conduisit à un accord de paix en 1997. Une mission d'inspection de la même organisation et une force de maintien de la paix composée par plusieurs pays de la CEI ont engagé des opérations destinées au respect du cessez-le-feu. Toutefois, la situation n'a pas cessé d'être instable depuis, avec des événements tragiques tels que le meurtre des membres de la mission d'inspection des Nations unies (dont Yutaka Akino, représentante du gouvernement japonais) en 1998.

#### ◆ Contribution active au développement des ressources humaines

Le processus se poursuit aujourd'hui et le Japon apporte son soutien sous diverses formes, notamment que la consolidation de la paix et l'instauration d'un gouvernement stable est de la plus haute importance pour le Tadjikistan.

La JICA a veu ses efforts sur le soutien à la démocratisation et l'aide au renforcement des ressources humaines pour le développement des capacités nationales. Elle soutient indirectement le processus de paix appuyé par les Nations unies en invitant au Japon les membres des factions favorables et opposées au gouvernement à participer à des séminaires de démocratisation. La JICA apporte son soutien à l'instauration d'institutions démocratiques et à la reconstruction écono-



L'appui de l'expérience japonaise pour développer les capacités nationales au Tadjikistan.

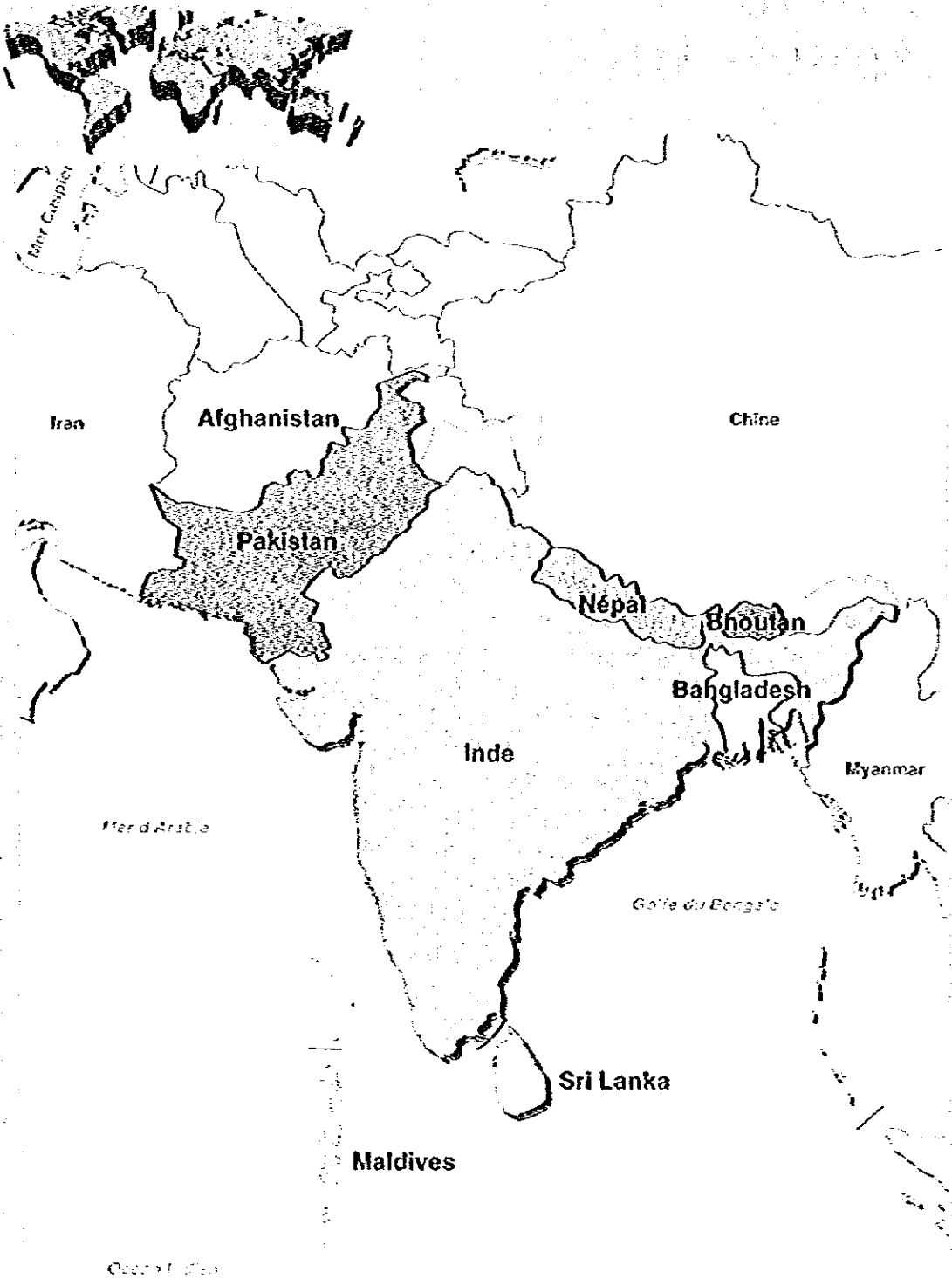
mique pour la création d'un Etat moderne au Tadjikistan. A cet effet, elle s'efforce d'intégrer l'expérience issue de la restauration de Meiji et du système démocratique moderne du Japon. A ce jour, deux séminaires ont été organisés, l'un en mars 1999, l'autre en mars 2000.

Pour faciliter le processus de reconstruction et de consolidation, la JICA n'a pas cessé de former des personnes ayant pour mission de développer l'infrastructure sociale et l'industrie. L'ordre public n'étant pas encore entièrement rétabli au Tadjikistan, cette aide prend la forme de cours au Japon. Sur une période de 3 ans à compter de 1999, l'objectif est de fournir une formation à environ 500 personnes du Tadjikistan et à leur permettre de participer aux séminaires de démocratisation.

(Département régional II de la JICA)

## II

# Chapitre 5



# Etat actuel du développement régional



Développement régional par la fabrication du papier avec la participation de la communauté (Pakistan).

## II

### Une région où vivent la moitié des pauvres de la planète

La région de l'Asie du Sud-Ouest est composée de sept pays : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Elle compte environ 1,3 milliard d'habitants, soit un cinquième de la population mondiale. A l'exception des Maldives et du Sri Lanka, le PNB par habitant dans l'ensemble de la région est inférieur à 500 dollars. 560 millions de personnes de cette région vivent dans le dénuement – soit près de la moitié de la population mondiale sous le seuil de pauvreté absolue. Des facteurs comme la stagnation de l'économie et la faiblesse des revenus, conjugués à une grande diversité ethnique, culturelle, religieuse, linguistique et climatique, contribuent à l'instabilité politique et sociale de la région.

A l'exception des Maldives, qui vivent essentiellement du tourisme et de la pêche, le principal secteur d'activité des pays de cette région est l'agriculture, qui est tributaire des conditions climatiques. Les activités du secteur commercial sont fondées sur l'exportation de produits primaires, tels que les produits agricoles et textiles, et sur l'importation de matériel et d'autres biens d'équipement. L'économie de ces pays est donc facilement affectée par les fluctuations des cours internationaux des produits primaires, si bien que la plupart d'entre eux sont constamment dans une situation de déficit commercial.

### Création d'une zone de libre-échange

Comme la plupart des pays ayant accédé à l'indépendance après la Seconde Guerre mondiale, les pays de l'Asie du Sud-Ouest ont commencé par rechercher l'autonomie économique en protégeant leurs secteurs d'activité nationaux par des politiques de substitution des importations. Toutefois, après le Sri Lanka, qui a mis en œuvre dès 1977 une politique de libéralisation des échanges, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Népal se sont engagés dans la voie de la libéralisation économique en adoptant des mesures de déréglementation et de promotion des investissements et des exportations. Les politiques des pays de cette région ont récemment porté leurs fruits puisqu'ils enregistrent une croissance économique attribuable en partie au développement de l'industrie légère et notamment le textile. Avec un PNB par habitant situé à peine entre 160 et 900 dollars, l'Asie du Sud-Ouest demeure toutefois la région la plus pauvre du monde avec les besoins en développement les plus importants et compte quatre pays parmi les moins avancés\* (Bangladesh, Bhoutan, Maldives et Népal).

Les sept pays de la région ont fondé en décembre 1985 l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR\*) afin d'établir des relations de coopération dans des domaines techniques et pratiques, sans dimension politique. L'ASACR constitue pour les Etats membres une

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Asie du Sud-Ouest

Avec quatre pays parmi sept classés dans les PMA\*, l'Asie du Sud-Ouest est l'une des régions les plus pauvres du monde. Tous ces pays doivent à leur reconstruction, mais même qu'ils doivent faire face à de nombreux problèmes économiques et sociaux difficiles, et ils ont donc fortement besoin d'aide. Ces pays souffrent de

longue durée des relations d'amitié avec le Japon. Dans ce cadre, la JICA fournit à cette région une aide importante dans divers domaines, notamment la modernisation des infrastructures économique et sociale ou les secteurs essentiels de la vie quotidienne.

Parallèlement à la coopération sur les problèmes de pauvreté mondiale, tels que

population et SIDA, la JICA contribue à la participation des femmes au développement (FID)\*. L'Asie du Sud-Ouest présente en effet l'un des plus forts taux au monde de mortalité infantile (avant la grossesse et à l'accouchement) et la plus grande disparité entre hommes et femmes sur le plan de l'alphabetisation.

plate-forme d'échanges et de dialogue qui pourra peut-être conduire à la création d'une zone de libre-échange. En 1996, l'Inde et le Népal ont conclu un accord sur le développement intégré de la Mahakali, et en décembre de la même année, l'Inde et le Bangladesh ont signé un autre accord sur

la distribution de l'eau du Gange. Les actions de coopération entre les pays de la région menées pour encourager un développement transnational ont donc tendance à progresser dans les domaines de l'irrigation, de la lutte contre les inondations et de la production d'énergie électrique.

## Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

### Etude des possibilités de coopération dans un domaine plus large

Pays parmi les plus appauvris de l'Asie du Sud-Ouest, le Bangladesh est frappé presque tous les ans par des inondations ou d'autres catastrophes naturelles. A la suite de l'envoi d'une mission d'étude consultative annuelle au Bangladesh en mars 1999, le Japon a confirmé que la priorité de la coopération demeurerait aux secteurs de la santé et des soins médicaux, de l'éducation, de l'environnement et du développement des ressources humaines. Parmi les projets lancés ces dernières années figure la fourniture d'une formation pour les praticiens de santé maternelle et infantile dans le domaine des soins obstétricaux d'urgence pour



Formation à l'analyse sur un nouvel équipement par un expert de la JICA dans le cadre du projet de prévention d'affections d'arthropathes en Inde.

femmes enceintes ou allaitant. Le développement des ressources humaines se poursuit dans le domaine de la santé génésique\* autour d'un projet de coopération technique de projet-type destiné à l'amélioration des services de santé et de soins médicaux pour les mères. En outre, des experts ont été envoyés pour définir des mesures de lutte contre la pollution par l'arsenic (omniprésente au Bangladesh) et renforcer les liens entre les communautés locales, le gouvernement local et l'éducation élémentaire. Dans le même temps, des indications techniques pratiques ont été fournies en association avec la JBIC (*Japan Bank for International Cooperation*) en vue d'améliorer l'alimentation en électricité.

### Essais nucléaires : un obstacle à l'aide

L'Inde a connu une forte croissance économique ces dernières années, mais ce pays a encore de gros besoins de développement qui devront être satisfaits avant qu'il puisse être assuré d'une croissance stable et durable. Cette situation résulte de plusieurs facteurs : la croissance démographique, la dégradation de l'environnement causée par la concentration de population dans les villes et l'existence d'un très grand nombre de pauvres, qui représentent pas moins d'un tiers de la population. Une mission de haut niveau sur la coopération économique et technique envoyée en Inde en mars 1995 a établi trois domaines prioritaires pour l'aide : l'amélioration des infrastructures économiques, la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement. L'exercice 1998 a vu la mise en œuvre du "projet de prévention d'affections d'arthropathes" et d'une étude de développement intitulée "étude de faisabilité sur la construction de voies express



Un groupe d'adhésifs de l'Organisation du Népal participe au Festival de la coopération internationale dans la préfecture de Nagano.

dans la région de la capitale nationale", étude qui vise plus particulièrement à réduire la concentration de population et d'industries à Delhi.

En mai 1998, l'Inde et le Pakistan ont conduit des essais nucléaires souterrains. Conformément à la Charte de l'APD, le gouvernement japonais a suspendu tous les prêts et tous les apports au titre de la coopération financière non remboursable (à l'exception de l'aide d'urgence à caractère humanitaire et de l'aide financière non remboursable pour les petits projets locaux\*). Les institutions financières participant au développement international ont par ailleurs décidé d'adopter une approche prudente dans l'octroi de fonds à ces deux pays.

## Objectifs prioritaires : modernisation de l'infrastructure et protection de l'environnement

Une mission d'étude consultative annuelle envoyée au Népal en septembre 1997 a confirmé que la coopération dans ce pays devait être axée sur l'amélioration de l'infrastructure sociale, afin de réduire la pauvreté et sur la protection de l'environnement, notamment les mesures de lutte



Formation pratique dans le cadre d'un projet de santé maternelle et infantile (Pakistan).

contre les catastrophes naturelles. Parallèlement à l'action complexe menée dans l'ouest du Népal pour la préservation des forêts et le développement des villages, une action plus large est conduite pour la prévention de la tuberculose et les soins de santé primaires. L'exercice 1999 a marqué le démarrage d'un "mini-projet pour la promotion de la sériciculture". Fondé sur le projet du gouvernement népalais de développement à long terme de la sériciculture, il a pour objectif d'améliorer les techniques de production et de conservation systématique des vers à soie, les compétences de gestion des agriculteurs en la matière et la capacité à diffuser ces techniques et ces compétences.

# II

### Sur le terrain

## Projet de modernisation de l'aéroport international Tribhuvan à Katmandou

Népal

Coopération financière non remboursable, envoi d'experts

### Action pour la sécurité aérienne au Népal

#### ↑ Une succession d'accidents tragiques

Depuis 1992, la coopération technique et les apports de coopération non remboursable du Japon ont grandement contribué à garantir la sécurité de l'espace aérien népalais.

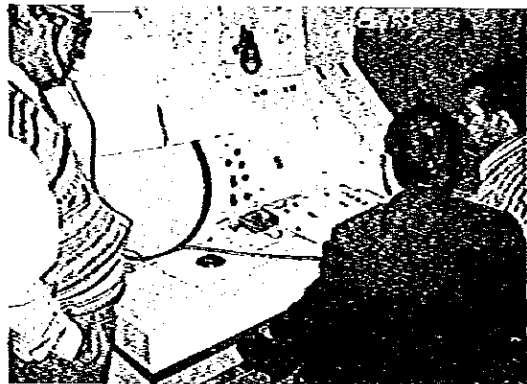
L'été 1992 a été le théâtre de deux grands accidents sur un vol de passagers lors de l'atterrissage sur l'aéroport international Tribhuvan (TIA) de Katmandou, capitale du Népal. Ces accidents ont fait 283 victimes, dont 22 Japonais.

À l'époque, le contrôle aérien s'appuyait uniquement sur les communications radio et l'observation visuelle sans équipement. Si un pilote se trouvait de route ou de position à cause du mauvais temps, il était déjà trop tard avant que l'on puisse s'en apercevoir.

À la demande du gouvernement népalais, le gouvernement japonais a engagé en novembre 1992 une étude de formulation de projets\* afin d'améliorer cette situation. L'aide a été fournie sous différentes formes combinant études de développement, apports de coopération non remboursable, envoi d'experts et accueil de stagiaires.

#### ↑ Installation d'un nouveau radar

Grâce à cette coopération, un nouvel équipement radar a été mis en service sur le TIA en septembre 1998, améliorant considérablement la sécurité aérienne. Toutefois, un nouveau problème s'est posé une fois le radar installé. Il s'est avéré que l'équipement existant, mal entretenu par le pays, était plus défectueux que l'on avait supposé et fonctionnait irrégulièrement en partie. Des problèmes particulièrement graves apparurent au cœur de l'équipement de communications reliant l'aéroport aux avions. Si la tour de contrôle était maintenant capable



La sécurité a été grandement renforcée par l'installation d'un radar.

de confirmer la position d'un avion par radar, l'information ne pouvait être transmise au pilote. Heureusement, les experts de la JICA purent rapidement résoudre ce problème particulier.

La JICA poursuit sa coopération dans ce domaine. Les activités de suivi concernent le réglage et l'inspection de l'équipement par les experts et les conseillers de la JICA et la formation du personnel d'aéroport.

Le projet donne de très bons résultats et nous espérons que les Népalais prendront bientôt le système complètement en main.

(Bureau de la JICA au Népal)

Les actions de guérilla de groupes communistes "maoïstes" se sont multipliées ces dernières années au Népal. La situation sur le plan de la sécurité s'est dégradée, particulièrement dans les régions de montagnes du pays, aussi une grande prudence est-elle recommandée dans l'exécution des projets japonais.

## Extension de la coopération technique au secteur social

Au Pakistan, un programme d'action sociale (PAS) a été établi en 1992 afin de mettre l'accent sur les enjeux sociaux souvent négligés par le passé, tels que l'enseignement primaire, les soins de santé primaires, la démographie et la planification familiale. En se fondant sur ces stratégies, la JICA a mis en place au cours de l'exercice 1995 un groupe d'étude de l'aide au Népal, afin d'analyser les besoins de développement et de proposer des apports d'aide pour l'avenir dans ces secteurs. Des apports de coopération financière non remboursable ont été fournis ces dernières années pour la construction de locaux destinés à la formation d'enseignantes et de centres de santé maternelle et infantile. Des actions ont été démarrées en 1996 dans le cadre du "Projet de santé maternelle et infantile" et des experts ont été détachés auprès du ministère de la condition féminine pour donner des conseils sur les programmes d'action et former des enseignantes. La coopération technique dans le secteur social devrait s'étendre à l'avenir.

## Le développement régional comme solution aux conflits religieux et ethniques

Au Sri Lanka, il est dans une certaine mesure facile de mettre en place des actions de coopération technique, car les revenus et le niveau d'éducation dans ce pays sont relativement plus élevés que dans d'autres pays de la région. Les actions de développement des infrastructures économiques réalisées grâce à des prêts en yens se déroulent bien et nous devons faire en sorte d'assurer une meilleure coordination avec des actions de coopération technique telles que les études de développement et l'envoi d'experts. Parmi ces actions, il faut citer deux projets lancés au cours de l'exercice 1999 et combinant études de développement avec une aide sous forme de prêts : "Etude du plan détaillé relative au projet de réduction de l'eau non-payante dans la zone métropolitaine de Colombo" et "Etude du plan détaillé relative au projet de développement de l'aéroport international de Bandaranaïke."

L'écart économique entre les différentes parties du pays ont contribué à l'exacerbation des dissensions religieuses et ethniques. Celles-ci constituent des obstacles majeurs au développement national et doivent être prises en compte pour les apports de coopération.

### Sur le terrain

## Sri Lanka : Améliorer la qualité des produits textiles et d'habillement

Sri Lanka

### Faire face au défi posé à l'industrie textile : De la protection à la concurrence

#### ↑ Grands espoirs pour l'industrie textile

Les produits textiles ont pour près de 50 % du total des exportations du Sri Lanka. Cette industrie a été protégée et développée grâce à l'aménagement multifibres (AMF). Celui-ci vient toutefois à terme en 2004 et elle devra dès 2005 naviguer seule dans les mers houleuses du libre-échange.

Ce projet de coopération technique vise à améliorer la qualité des produits textiles et d'habillement. Lancé en avril 1996, il doit se terminer en mars 2001. Le premier défi à relever est simple : permettre à l'industrie textile du Sri Lanka de survivre à la libre concurrence et protéger le gagne-pain des 30 000 personnes actives dans ce secteur.

Le projet doit former le personnel de l'industrie textile sri lankaise à besoin et fournir l'enseignement théorique requis pour améliorer la qualité et la productivité. Ces activités ont lieu essentiellement au *Textile Training and Service Centre (TTSC)* et au *Clothing Industry Training Institute*, organismes créés avec la coopération d'organisations internationales ayant leur siège au Japon.

#### ↑ Activités des directeurs du centre

Les réalisations exceptionnelles des deux directeurs successifs du TTSC en faveur du développement de l'industrie textile au Sri Lanka doivent être reconnues à leur juste valeur : renouveau des mauvaises herbes sur le site du centre, collecte des déchets, amélioration des installations, rénovation des systèmes, rencontre avec des

### Coopération technique de projet-type

Les détails de mode font partie des nouvelles activités originales.



policiers et des directeurs de sociétés, recherche de clients, première certification ISO 9002 au Sri Lanka, organisation de défilés de mode en fonction des aspirations des stagiaires ainsi que toute une série d'activités menées en coopération avec les experts japonais.

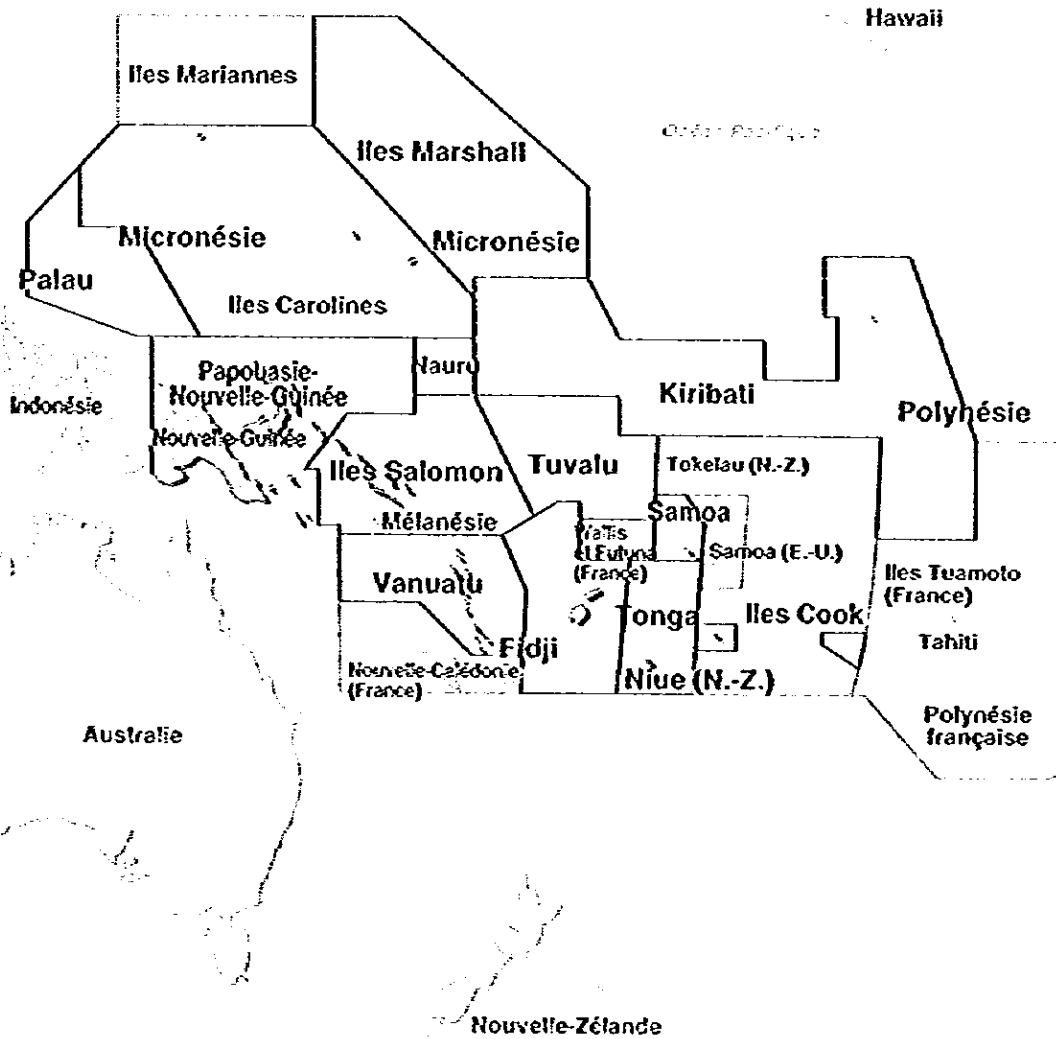
Anticipant l'expiration de l'AMF, l'Inde et le Sri Lanka ont conclu le 1er mars 2000 un accord de libre-échange. Les experts japonais et le personnel du centre étaient actuellement l'influence que cet accord peut avoir sur l'industrie textile et les mesures à prendre face à la prochaine libéralisation du commerce.

Dans ce contexte, l'industrie textile doit augmenter sa productivité, améliorer ses processus de fabrication, trouver de nouveaux marchés et procéder à des améliorations et des réformes dans le domaine de la gestion, des services aux clients et du design.

Tous les acteurs du projet souhaitent que le Japon étende sa coopération dans ces domaines.

(Bureau de la JICA au Sri Lanka)

# Chapitre 6





# Etat actuel du développement régional

## Une mosaïque de petits pays

Les Etats insulaires de cette région se caractérisent par des territoires, des populations et des économies de petite taille. La principale caractéristique de leur structure économique est une forte dépendance des industries primaires. Elle est donc fragile et aisément perturbée par les conditions météorologiques ou les fluctuations des cours mondiaux. De nombreux problèmes doivent encore être résolus avant que ces pays puissent accéder à un quelconque degré d'autonomie économique. Ces problèmes sont liés à l'éloignement des pays en une myriade d'îles, à la taille limitée de leur marché intérieur et à des moyens de transport et de communication très insuffisants pour compenser ces handicaps.

Les relations avec les anciennes puissances de tutelle sont généralement étroites. Toutefois, suite à la morosité de l'économie en Australie, l'aide fournie par ce pays, principalement à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, a affiché une tendance à la baisse. Depuis le début des années 90, le niveau des apports d'aide bilatérale\* et multilatérale\* fournis aux pays océaniques en développement est par ailleurs demeuré plutôt stationnaire. En Micronésie, les Etats fédérés de Micronésie, les îles Marshall et Palau ont obtenu leur indépendance des Etats-Unis et reçoivent depuis une aide financière américaine, conforme aux prescriptions de l'Accord de libre association. Celle-ci représente 50 à 70 % des recettes du gouvernement. Cette aide doit cesser à l'expiration de l'accord en 2001, pour les Etats fédérés de Micronésie et les îles Marshall et en 2009, pour Palau.



Plan de développement de la culture d'abacade (Papouasie-Nouvelle-Guinée).

## Une approche d'ensemble de la région est indispensable

Pour les pays insulaires d'Océanie, l'instauration d'une économie qui ne soit plus tributaire de l'aide est un enjeu majeur. Des efforts sont donc accomplis pour renforcer la coopération au sein de la région en vue de répondre de manière solidaire aux problèmes communs et notamment de réduire un secteur public pléthorique et d'accroître l'investissement privé, afin de stimuler les principaux secteurs d'activité que sont l'agriculture, la pêche et le tourisme.

De nombreux problèmes touchent la région dans son ensemble : problèmes écologiques, comme les changements climatiques et l'élévation du niveau des mers, ainsi que le développement des transports et des communications entre les îles. Une approche globale au niveau de la région est donc indispensable.



Volontaire suisse assistant un étudiant dans un centre de formation professionnelle au Samoa.

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Océanie

Le deuxième sommet du forum Japon-Pacifique Sol 2001 s'est tenu à Miyazaki au Japon, en avril 2000. Les responsables présents à la conférence ont débattu de diverses questions et plus particulièrement du développement durable\* des nations insulaires, des problèmes écologiques tels

que changements climatiques ou élévation du niveau des mers, et "l'intrusion numérique." Les participants se sont accordés sur la mise en place de partenariats et d'une coopération de portée générale, ainsi que sur les orientations de base dans les domaines prioritaires.

Toutes ces questions doivent être traitées à moyen terme dans le cadre d'accords de coopération bilatérale et multilatérale. La JICA prévoit par ailleurs de planifier et de mettre en œuvre des actions sur la base des résultats de cette conférence au sommet.

# Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

## Deux enjeux prioritaires

Tous ces pays diffèrent par la taille, l'économie, la répartition ethnique, la population, les ressources naturelles, les bases sociales traditionnelles, le mode de vie et la capacité des gouvernements respectifs à formuler et à mettre en place des plans de développement. L'aide fournie doit donc être soigneusement adaptée aux besoins identifiés.

L'accession de tous ces pays à l'indépendance étant relativement récente, ils ont tous certains points communs : nécessité de développer les ressources humaines, de promouvoir les secteurs de l'agriculture et de la pêche dont leurs économies dépendent, et nécessité d'un soutien dans des domaines relatifs aux besoins de la vie quotidienne. Dans le droit fil du rapport de recherche du groupe d'étude de soutien à la région d'Océanie publié en 1991 et de ses propositions, il est important d'apporter une aide permettant à ces pays de dépasser les facteurs contraignants caractéristiques des nations insulaires, notamment leur isolement, leur petite taille et leur fragilité.

Deux questions urgentes se posent pour la presque totalité des pays de la région : d'une part, l'obtention d'un soutien pour accéder à l'autonomie économique et d'autre part, la préservation de l'environnement et la gestion appropriée des ressources garantissant un développement durable. Dans la pratique, l'apport d'aide passe par la formulation préalable de projets de coopération qui bénéficient effectivement à la région dans sa totalité. Dans le même temps, il est essentiel de se rapprocher d'autres donateurs\* connaissant bien les nations insulaires et d'œuvrer avec les organisations internationales présentes dans la région.

## Soutien à l'autonomie économique

Afin que le soutien apporté conduise à l'autonomie économique, il faut combiner efficacement la formation de personnel susceptible de développer les capacités nationales



Le marché central de Honiara (capitale des Îles Salomon) a été financé par des apports de coopération financière non remboursable.

et la modernisation de l'infrastructure afin de développer les secteurs clés de l'industrie.

Afin d'aider à la formation de personnel, la JICA procède régulièrement à l'envoi de JOCV et à l'accueil de stagiaires, en vue de constituer un corps de personnes qualifiées, susceptibles d'assurer la gestion de l'économie et d'autres fonctions vitales de l'industrie. Des apports de coopération financière non remboursable sont par ailleurs fournis pour l'amélioration et l'extension de l'Université du Pacifique Sud aux Fidji, de l'Université de technologie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de l'Université nationale de Samoa.

Afin de renforcer l'assise nécessaire au développement des secteurs clés de l'industrie, les infrastructures\* en matière de communication et de radiodiffusion, de transport et d'énergie électrique sont mises à niveau de manière à relâcher les besoins des nations insulaires. Une aide au développement technique est par ailleurs apportée, principalement dans le domaine de la pêche, du transport maritime et du développement des ressources liées à la pisciculture, à la promotion des petites industries de pêche, à l'élaboration des cartes marines, aux inspections maritimes et à l'exploration des ressources minières sur les fonds marins.

## Aide à la protection de l'environnement et à l'exploitation des ressources

Dans le cadre de la protection de l'environnement et de la gestion appropriée des ressources garantissant un développement durable, l'aide est axée sur la préservation des richesses naturelles, car la dégradation des écosystèmes côtiers, les captures abusives de certains types de poissons, l'abattage des forêts tropicales et de mangroves dans certaines parties de la région sont bien avancés. Cette aide se traduit par exemple par l'enseignement de méthodes destinées à protéger la barrière corallienne. L'aide fournie est également destinée à faire en sorte que les ressources renouvelables soient utilisées en harmonie avec les écosystèmes naturels, comme c'est le cas par exemple au travers de la coopération technique de projet-type liée à la recherche forestière en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans le cadre du projet sur les méthodes de reproduction et d'élevage piscicoles,

les chercheurs du Tonga ont accompli de grands progrès techniques. Ces travaux de recherche et de développement se sont terminés au cours de l'exercice 1998 et un stage dans un pays tiers\* destiné à diffuser le savoir-faire acquis par les chercheurs à d'autres pays de la région a débuté durant l'exercice 1999.

## Coopération et rapprochement avec d'autres organisations

Dans ce cadre, on peut citer le projet de coopération financière non remboursable pour l'Université du Pacifique Sud, pièce maîtresse de l'enseignement supérieur en Océanie. Ce projet concernait la fourniture d'installations pour l'enseignement à distance et faisait intervenir des installations de recherche océanographique et des satellites. Parmi les aides de ce type pilotées par les organisations internationales présentes dans la région, on peut également mentionner le projet de coopération financière non remboursable pour le centre d'enseignement et de formation du siège du SPREP (Programme environnemental régional du Pacifique Sud).

Parmi les autres exemples de coopération et d'association avec des organismes d'aide et des organisations internationales de la région, il faut enfin citer la vulgarisation dans le domaine de la santé aux Fidji, l'analyse de la structure souterraine du volcan Rabaul qui vise à réduire les dom-

mages causés par les éruptions volcaniques en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les plans de renforcement des vaccinations préventives et les soins de santé maternelle et infantile. Dans le cadre du programme commun d'action\* signé par le Japon et les Etats-Unis, la JICA participe par ailleurs au projet de construction d'un centre sur la protection des récifs coralliens à Palau.



Recherche et développement pour l'élevage piscicole au Tonga.

## Sur le terrain

### Micronésie : Travaux d'amélioration des routes principales

Micronésie

#### JOCV travaillant à l'amélioration des routes

##### ◆ Bananiers en bordure de route

Compte tenu de l'assez faible densité du trafic aérien micronésien, seul un petit nombre d'avions décolle ou atterrit chaque jour à l'aéroport international de Kosrae. Les travaux d'amélioration de la route principale conduisant de l'aéroport à Tefel, au centre de l'île, est l'une des missions actuellement confiée aux JOCV détachés après le ministère des travaux publics du gouvernement de l'Etat de Kosrae.

Les JOCV aménageront les fossés de drainage sur le bord de la route pendant qu'un sous-traitant privé effectue les travaux de revêtement. L'île de Kosrae étant située juste sous l'équateur, les canaux non revêtus se remplissent vite de mauvaises herbes et débordent, ce qui rend parfois nécessaire de mobiliser un grand nombre de personnes pour débroussailler.

Outre les mauvaises herbes, les fossés contiennent des bananiers, des arbres à pain et des cactées chargés de fruits. Pour les couper, les autorités régionales doivent obtenir l'autorisation des propriétaires et les démolir après en conséquence.

##### ◆ Des rafraîchissements contre la fatigue

Les JOCV participent au recensement des arbres avec les agents du ministère des travaux publics. Sous le soleil brillant, ils doivent les compter un à un et les reporter sur une carte, tâche simple mais fastidieuse. Les JOCV ont parfois l'agréable surprise de se voir offrir des boissons fraîches ou des fruits par les riverains. Ces marques d'attention de la part de l'accueillante population insulaire font chaud au cœur des JOCV et leur permettent de se remettre au travail avec

#### Envoi de JOCV



Hexagone réalisant des travaux d'arportage.

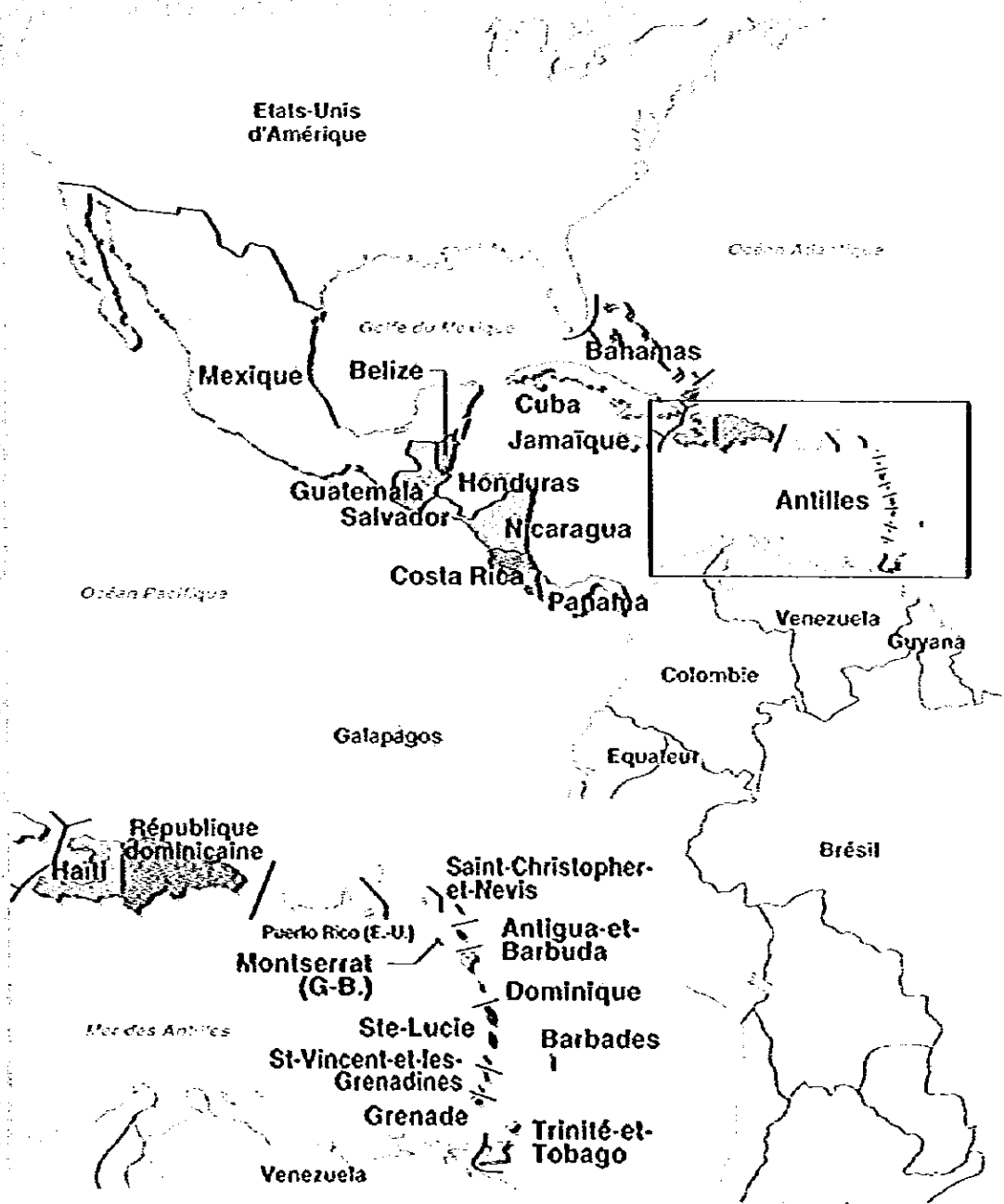
un enthousiasme renouvelé.

Toutes les routes de l'Etat de Kosrae sont détériorées. Le trafic est ralenti à 30 km/h par les incessants nids de poule, qui causent souvent d'énormes dégâts aux véhicules. Les jours de beau temps, la route est pleine de poussière et les jours de pluie, les voitures à l'abaissement les bas côtés de la route.

L'entretien des routes est l'une des questions les plus urgentes pour l'Etat de Kosrae. Des améliorations sont apportées progressivement, toutefois un typhon lent qui caractérise la vie dans ces îles méridionales.

(Bureau de la JICA et des JOCV en Micronésie)

# Chapitre 7



# Etat actuel du développement régional



Conservation de la forêt pour assurer l'alimentation en eau du canal de Panama.

## Une région composée de petits pays

La région de l'Amérique centrale et des Caraïbes comprend 21 pays, dont 8 en Amérique centrale et 13 aux Caraïbes. Elle couvre une superficie de 2,96 millions de km<sup>2</sup>, soit 2,2 % des terres émergées et compte 163 millions d'habitants, soit environ 3 % de la population mondiale. Les pays de la région sont souvent petits — 8 ont un territoire de moins de 10 000 km<sup>2</sup> — et 9 (soit environ la moitié) comptent moins d'un million d'habitants.

L'économie de la plupart de ces pays est fondée sur l'agriculture et tributaire de l'exportation de produits primaires rendue possible par l'abondance des ressources naturelles. Dans les pays caribéens, les principaux secteurs d'activité sont la pêche et le tourisme. Les industries, de transformation ou autres, sont partout à la traîne, sauf au Mexique. Beaucoup de pays de la région ont accumulé une dette conséquente et se sont engagés dans un processus de reconstruction.

## Nécessité d'une aide extérieure

Les troubles qui ont sévi en Amérique centrale dès la fin des années 70 et pendant plus d'une décennie ont ravagé les nations et brisé leur économie, en affectant également les pays voisins par des problèmes d'afflux de réfugiés. Depuis le début des années 80, les juntes militaires ont peu à peu cédé la place à des gouvernements civils, et Cuba est désormais le seul Etat où le gouvernement n'est pas élu par la voie démocratique. En outre, la paix règne désormais dans tous les pays d'Amérique centrale, depuis la signature au Guatemala, en décembre 1996, de l'accord de paix final. Les infrastructures sociales et économiques de ces pays ont beaucoup souffert des années de turbulence. A l'heure actuelle, nombre d'entre eux ont encore des installations inadéquates dans des domaines tels que l'alimentation en eau, les services sanitaires et médicaux ou l'éducation de base. Une aide des pays industrialisés est donc essentielle pour permettre à ces Etats de surmonter leurs problèmes, y compris celui du surendettement.

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA pour l'Amérique centrale et les Caraïbes

La coopération en matière de développement humain et économique devrait se poursuivre en Amérique centrale et aux Caraïbes, tout en tenant compte des priorités et des efforts d'auto-assistance des pays bénéficiaires.

### 1. La réaction face aux troubles

Les troubles qui ont affecté l'Amérique centrale pendant plusieurs décennies ont gravement endommagé les infrastructures sociales et économiques de la région. Parmi les secteurs particulièrement touchés, et pour lesquels une aide extérieure figurent les systèmes d'alimentation en eau et d'assainissement, les services sanitaires et médicaux, l'éducation de base et bien d'autres domaines influençant la vie quotidienne de la population. Ce sont par exemple le développement de l'agriculture, nécessaire pour un approvisionnement alimentaire stable ou la modernisation des infrastructures, notamment les routes et les ports. L'entraide de ser-

vices décentralisés et la coopération peuvent également figurer parmi les points importants à aborder absolument.

### 2. Développements suite aux dégâts causés par le cyclone

En octobre 1998, l'Amérique centrale et la région des Caraïbes ont été frappées par un cyclone d'une ampleur sans précédent, qui a causé d'énormes dégâts. Les pays victimes du cyclone accordent la priorité au renforcement de leurs infrastructures et de leurs mesures de prévention des catastrophes, en prenant appui sur les plans de reprise et de reconstruction.

### 3. Environnement

Dans cette région, la modernisation et le développement industriel et économique ont entraîné la pollution de l'air et de l'eau et la production de substances nocives. La contamination de la population dans les milieux urbains s'est accrue par des problèmes sur

le plan du traitement des déchets quotidiens et des eaux usées. Le développement a par ailleurs entraîné des problèmes écologiques, tels que la destruction des forêts et la pollution par les rivières. Il est aujourd'hui urgent d'appuyer une solution à ces problèmes.

### 4. Coopération Sud-Sud

Plusieurs pays de la région, notamment le Mexique, disposent d'un PIB par habitant relativement élevé et de capacités techniques. De ce fait, ils pourraient leur propre programme de coopération Sud-Sud. Ainsi, le Mexique, le Costa Rica, le Panama et Trinité-et-Tobago ont contribué à des formations et à l'envoi d'experts pour des pays dans la région. Afin que les sources de financement s'accroissent, suite au sentiment de la fièvre de plusieurs pays d'entraide à l'égard de l'aide, la coopération Sud-Sud en Amérique centrale est susceptible de devenir un enjeu de plus en plus important.

À l'automne 1998, l'Amérique centrale et la région des Caraïbes ont été frappées par un cyclone d'une ampleur sans précédent, qui a causé d'énormes dégâts. Le Honduras, qui a été sévèrement touché, ainsi que les autres pays victimes

du cyclone, accordent aujourd'hui la priorité au renforcement de leurs infrastructures, en prenant appui sur les plans de reprise et de reconstruction

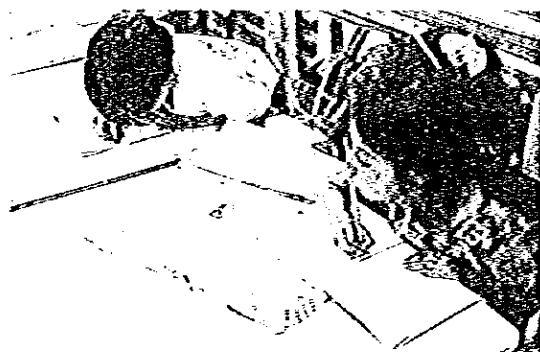
## Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

### Soutien à la coopération Sud-Sud

Le Mexique, qui est à la fois le plus grand pays d'Amérique centrale et le plus peuplé, a connu une nette amélioration de son statut au sein de la communauté internationale depuis la signature en janvier 1994 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et son adhésion à l'OCDE en mai 1994. Le Mexique a lancé son propre petit programme de coopération avec d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes et, en tant que plus important Etat de la région, a intégré la coopération Sud-Sud\* à sa politique étrangère.

Aussi, la JICA apporte sa coopération à la région en se concentrant sur le Mexique, plus grand pays et promoteur d'une coopération efficace dans cette même région. Dans ce cadre, la JICA envoie depuis 1998 des spécialistes de la formulation de projets chargés de transmettre au Mexique les connaissances et l'expérience japonaises et d'examiner les possibilités de coopération et d'appui. En 1999, la JICA a également lancé un nouveau programme de stages dans un pays tiers\* sur la santé génésique\* et apporté son soutien à la formation de techniciens dans les pays de la région.

Suivant les accords conclus entre le Japon et le Mexique, les domaines prioritaires pour l'aide fournie au Mexique comprennent, outre la coopération Sud-Sud, la préservation de l'environnement, la santé, le développement industriel et régional, ainsi que la formation professionnelle spécialisée. En 1999 a été lancé, dans le domaine de la santé génésique, un programme de coopération technique de projet-type pour la "Prévention du cancer du col utérin".



Enseignement primaire pour les jeunes filles de la population autochtone (Guatemala).

### Renforcement de la coopération d'une année sur l'autre

Les domaines prioritaires pour l'aide fournie au Salvador sont le développement de l'infrastructure économique pour stimuler le secteur de la production, le développement social, et la protection de l'environnement. La coopération est renforcée chaque année pour soutenir le processus de démocratisation, maintenant que le pays a retrouvé la paix. 1999 a vu le démarrage au Salvador du "Projet de renforcement du développement et du transfert de technologie agricole" (coopération technique de projet-type) et de l'"Etude sur la gestion des déchets solides pour la zone métropolitaine de San Salvador" (étude de développement). Une coopération sous la forme d'envoi d'experts individuels a par ailleurs été fournie au *Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)* afin d'encourager de nouveaux développements dans la région.

### Coopération énergétique pour la reconstruction dans les zones touchées par les catastrophes

À l'exception de Haïti, le Nicaragua est le pays au niveau de revenu le plus faible d'Amérique centrale. Le Japon et le Nicaragua ont convenu que l'aide devait se porter en priorité sur le développement social et la lutte contre la pauvreté, l'infrastructure sociale et économique, l'environnement, la démocratisation, la stabilisation de l'économie et la coopération sur le plan de la prévention des catastrophes, au vu des dégâts causés par le cyclone. En 1999, la reconstruction après les catastrophes est devenu l'enjeu primordial de tous les efforts. Parallèlement à l'apport de

coopération non remboursable par le biais d'actions telles que le "Projet de reconstruction des ponts sur les routes principales", des experts individuels ont été envoyés pour trouver de nouveaux sites possibles pour les usines de traitement de déchets ayant subi des dégâts matériels.

## Aide à la formation d'administrateurs de l'enseignement local

Au Guatemala, le gouvernement a signé en décembre 1996 un accord de paix avec la guérilla gauchiste, marquant la fin de la guerre civile dans le pays. Le travail d'une mission de coopération économique envoyée en juin 1997 a permis de confirmer les domaines d'aide prioritaires : amélioration des infrastructures sociales (éducation, soins médicaux, etc.) et économiques, et modernisation institutionnelle du droit constitutionnel et du judiciaire. Le développement de l'enseignement primaire pour les jeunes filles de la population autochtone est l'un des enjeux du programme commun nippo-américain.\* La JICA contribue à la formation d'administrateurs dans le cadre de l'enseignement local par l'affectation d'experts, de la formation spéciale par pays et l'envoi de JOCV. Dans le domaine des soins médicaux, des experts ont été envoyés afin d'étendre la coopération par des mesures de prévention des maladies



Présentation de méthodes d'agriculture biologique par des experts en République dominicaine.

infectieuses.

## Bénéfices des résultats des projets pour les pays voisins

Le Costa Rica possède un bon système éducatif ainsi qu'un système de sécurité sociale bien organisé. C'est aussi le pays d'Amérique centrale où la démocratie est la plus stable. Un volet important de la coopération de la JICA avec ce pays a été le "Projet du Centre de formation des instructeurs et agents techniques pour le développement

### Sur le terrain

## Amélioration de la santé publique par la participation communautaire dans une zone rurale à faible rendement de l'Etat de Guanajuato

Mexique

### Amélioration de la santé publique au niveau régional grâce à des activités menées par la population locale

#### ♀ Femmes et personnes âgées laissées pour compte

L'Etat de Guanajuato est situé pratiquement au cœur du Mexique. Région relativement rurale avec ses nombreux vestiges de l'ère coloniale, c'est une destination prisée des touristes. Dans la partie nord-est toutefois, caractérisée par une forte population indigène, la plupart des hommes sont partis travailler aux Etats-Unis, délaissant leurs villages, où femmes et vieillards vivent par la culture du maïs et des haricots.

Le projet d'amélioration de la situation de la santé publique par la participation communautaire dans une région rurale à faible rendement de l'Etat de Guanajuato\* a été lancé en février 1998 par Mexfam (Mexico Family Planning Foundation), l'une des principales ONG du Mexique. C'est le premier projet d'habilitation communautaire mis en œuvre dans ce pays. Comme l'intitulé le laisse supposer, l'objectif est d'améliorer la santé publique en encourageant la communauté locale à agir de sa propre initiative. La zone couverte par le projet concerne sept municipalités aux environs de San Luis de la Paz et englobe de nombreux petits villages de moins de 100 habitants.

### Projet d'habilitation communautaire

#### ♣ Construction d'une clinique

Ce projet concerne la diffusion d'informations sur le planning familial, les soins de santé maternelle et infantile, les maladies sexuellement transmissibles et la fourniture de services de diagnostic de santé. Les principales fonctions sont assurées par les volontaires sélectionnés au niveau régional par les communautés locales. Une clinique a été construite dans la ville de San Luis de la Paz. Grâce à l'action d'intermédiaire des volontaires, la population locale qui ne pouvait précédemment bénéficier d'un traitement rapide et approprié par l'absence de moyens de transport adéquats peut désormais bénéficier de soins à faible coût.

Toutefois, il y a quelques difficultés à faire admettre le planning familial dans les zones où les familles nombreuses sont chose commune et où les femmes ne peuvent subir d'examen pré-natal du fait de l'inaccessibilité géographique. Aussi, de nouvelles méthodes ont été mises au point, notamment de fréquentes présentations à l'aide de marionnettes, des projections de films et des visites médicales par une unité ambulante.

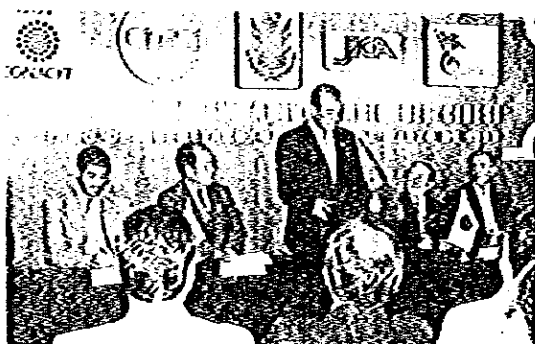
Si l'aide de la JICA dans le cadre de ce projet devait se terminer à la fin janvier 2001, la Mexfam prévoit de poursuivre ses activités. On peut donc s'attendre à voir se dérouler toute une série d'activités lancées sous l'initiative de la population locale.

(Bureau de la JICA au Mexique)

industriel de l'Amérique centrale\* (coopération technique de projet-type), achevé en août 1997. Pour que l'impact de ce projet rejaillisse sur les pays voisins, un stage dans un pays tiers\* intitulé "Amélioration de la productivité" est organisé au Centre depuis l'exercice 1997.

## Une aide pour réparer les dégâts causés par le cyclone

Le Honduras est avec le Nicaragua et Haïti l'un des pays les moins développés de la région. Ses besoins sont considérables, et le Japon lui fournit une aide sous des formes diverses. Celle-ci concerne en priorité la modernisation des infrastructures, l'amélioration des conditions de vie, la promotion des secteurs clés, tels que l'agriculture et la pêche, et le développement des ressources humaines. Suite aux considérables dégâts causés par le cyclone de 1998, un grand nombre d'experts ont été envoyés en 1999 pour aider à la reconstruction et à la remise en état du pays. Ces experts ont apporté leurs conseils au ministère des travaux publics et appliqué leurs connaissances techniques aux questions d'infrastructure, telles que les mesures de lutte face aux inondations et aux glissements de terrain ou la construction de



Allusion du gouverneur à l'occasion de la cérémonie inaugurant le 15ème anniversaire du CIDEI (Centre de développement industriel et technique pour la petite et moyenne industrie) dans l'Etat de Queretaro (Mexique).

ports. Un projet intitulé "Santé génésique dans les services sanitaires du district n° 7" (coopération technique de projet-type) a par ailleurs été lancé.

II

Chapitre 7

Amérique centrale et Caraïbes

### Sur le terrain

## Projet de lutte contre les vecteurs de la maladie de Chagas

Guatemala

### Projet à long terme visant l'éradication de cette maladie infectieuse

#### † Eradication à l'horizon 2010

La maladie de Chagas est transmise par la révéve hémasophage et courante dans toute l'Amérique latine. Après la malaria, c'est la maladie tropicale la plus dangereuse de la région. Environ 16 millions de Guatémaltèques sur une population totale de 10 millions d'habitants risquent d'être contaminés.

On l'associe à la pauvreté, car la révéve ne se trouve que dans les toits et les murs de chaux des huttes de terre des zones semi-rurales. La morsure de l'insecte permet aux parasites d'entrer dans le corps et d'infecter le sang et le système immunitaire. Si elle n'est pas traitée précocement, la maladie devient chronique. A ce stade, on ne connaît aucun remède et le patient peut éventuellement en mourir.

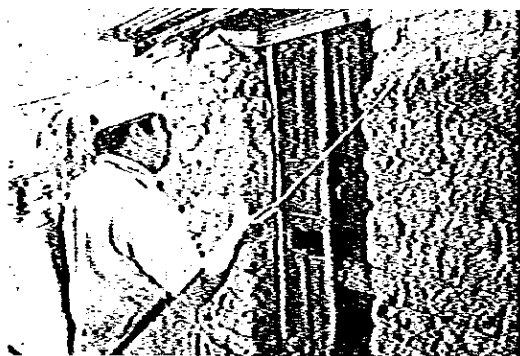
Heureusement, la maladie de Chagas peut être éradiquée : l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'efforce d'y mettre un terme d'ici 2010 et elle a déjà été supprimée dans de nombreux pays.

#### † Un système faisant intervenir les communautés locales

S'appuyant sur l'expérience acquise par l'ancien "Projet de recherche sur les maladies tropicales", le nouveau "Projet de lutte contre les vecteurs de la maladie de Chagas" fait intervenir l'envoi d'experts individuels et de JOCV et la fourniture d'un équipement médical spécialisé.

Quatre JOCV ont été envoyés dans quatre districts, dont celui de Santa Rosa, où les infections sont très fréquentes. L'objectif du projet est de réduire le taux d'infection par la coopération avec les

### Envoi d'experts, envoi de JOCV



Maison après désinsecticide.

experts de la JICA et le ministère guatémaltèque de la santé publique, les universités, les organisations internationales et les ONG locales.

Dans le cadre du projet, il est prévu d'asperger d'insecticide les maisons contaminées, d'informer la communauté sur la maladie de Chagas, d'améliorer les habitations pour prévenir l'infiltration des révéves et d'établir, avec la participation de la communauté, un système de surveillance destiné à empêcher une nouvelle infiltration des révéves.

La coopération internationale a un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre les maladies de cette nature. Aussi, des liens s'établissent avec des pays voisins, d'autres organismes d'aide et d'autres ONG.

(Bureau de la JICA et des JOCV au Guatemala)



## Soutien axé sur le canal de Panama

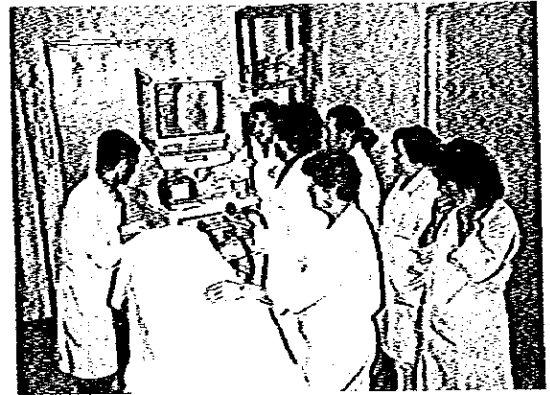
1999 a été une année mouvementée pour Panama, avec un changement de régime et la rétrocession du canal par les Etats-Unis. Les discussions politiques avec le nouveau régime ont confirmé que la coopération serait axée en priorité sur la rectification des disparités régionales et des revenus, le développement économique durable, la sauvegarde de l'environnement et l'aide pour le canal et ses territoires adjacents. La conservation des ressources forestières et la préservation des sources d'eau alimentant le canal sont des problèmes de première importance dans le cadre de la protection de l'environnement. La JICA est active dans ces domaines depuis 1994 par le "Projet de développement des techniques de conservation forestière" (coopération technique de projet-type). Depuis 1998, la JICA travaille sur le "Projet d'amélioration de la production bovine" (coopération technique de projet-type), afin de relever les revenus des petits exploitants agricoles. En 1999, la JICA a fourni une aide visant à encourager une croissance économique durable dans la région du canal de Panama par deux actions : "Administration et contrôle portuaires" et "Plan de stimulation des investissements" (envoi d'experts individuels).

## Perspective régionale de développement face à des enjeux communs

La plupart des pays des Caraïbes sont petits avec une population peu nombreuse, et leur indépendance est relativement récente. Comme le revenu par habitant y est relativement élevé et l'échelle de l'économie réduite, l'aide japonaise n'y a jamais été très importante. La coopération dans cette région, qui regroupe de nombreux petits Etats, doit se fonder sur une perspective régionale de développement face à des enjeux communs, en exploitant les ressources d'organisations telles que la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Elle s'est jusqu'ici limitée à une formation régionale organisée au Japon (formation pour le



Un banyan en aspect de jeunes plants vigoureux dans la réserve forestière (Panama).



"Projet de détention précoce du cancer de l'estomac" au Costa Rica, pour la création d'un système permettant de détecter et de traiter cette maladie à temps.

développement du tourisme notamment). Afin d'ouvrir de nouvelles voies pour la coopération, les besoins d'aide de la région dans son ensemble sont examinés dans le "Projet de développement régional" (envoi d'experts individuels).

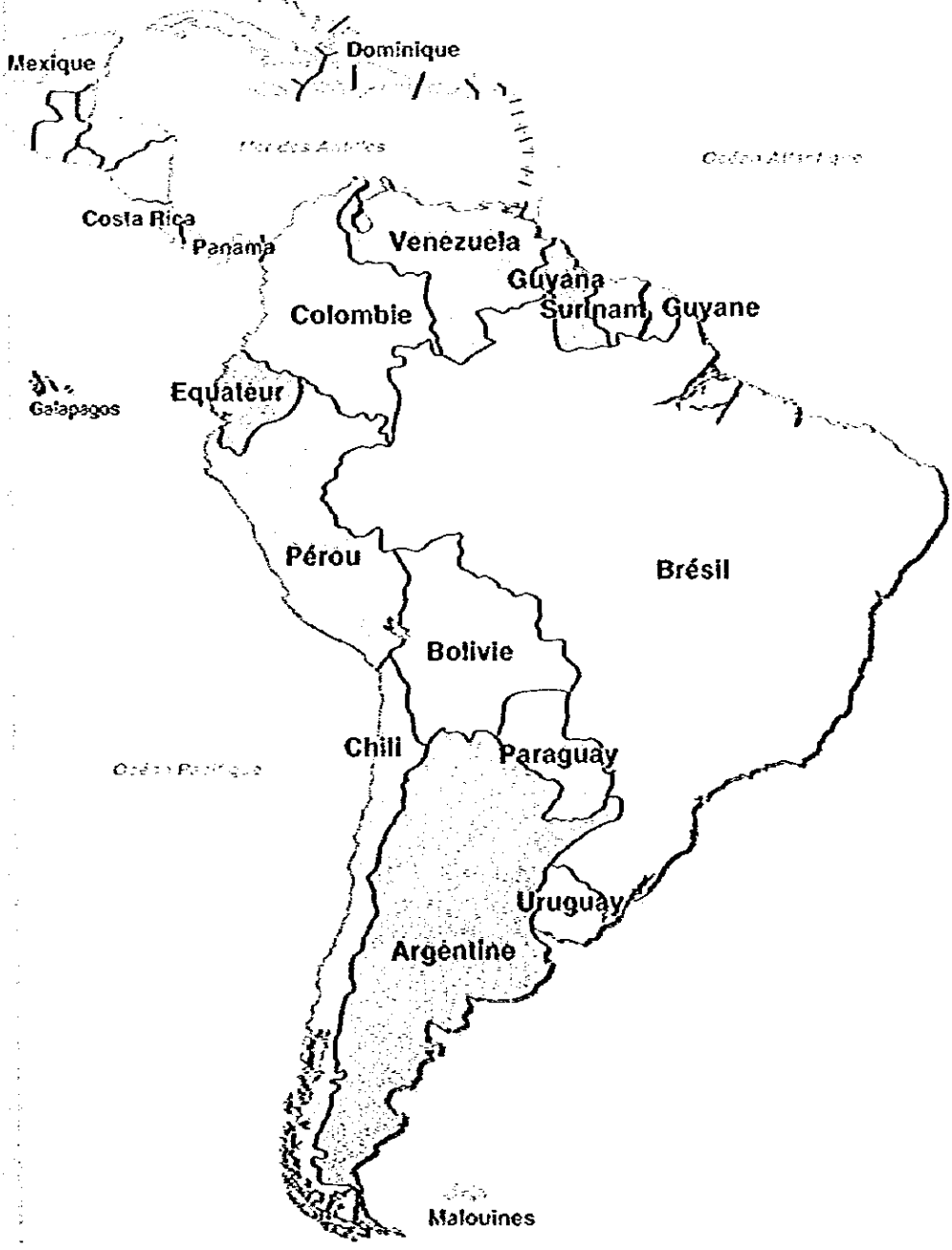
Les relations entre le Japon et la Jamaïque, pays situé au centre de l'aire des Caraïbes, sont devenues plus étroites au fil des ans. A l'heure actuelle, ce pays reçoit une aide sous forme de coopération technique de projet-type. L'exercice 1998 a marqué le début du "Projet de renforcement des soins de santé dans la région sud", dont l'objectif est d'améliorer l'administration et les services dans le domaine de la santé.

La République dominicaine accueille de nombreux immigrants, dont certains de descendance japonaise, et reçoit du Japon des apports d'aide importants, surtout dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation ainsi que de la santé et des soins médicaux. Ces apports tiennent compte des intérêts des émigrés et personnes d'ascendance japonaise. Les consultations sur les politiques qui se sont tenues en avril 1999 ont permis de confirmer que les domaines à traiter en priorité étaient l'infrastructure (routes, ports, etc.), la santé et les soins médicaux, l'agriculture, l'exploitation d'élevage, la pêche, l'éducation et la protection de l'environnement. Le "Projet d'éducation et de formation médicale" (coopération technique de projet-type), a été lancé en 1999 en vue de créer un système pour donner aux docteurs des compétences spécialisées et leur permettre de jouer un rôle moteur dans les institutions médicales de leur pays.

# Chapitre 8



AMÉRIQUE DU NORD  
AMÉRIQUE DU SUD



# Etat actuel du développement régional

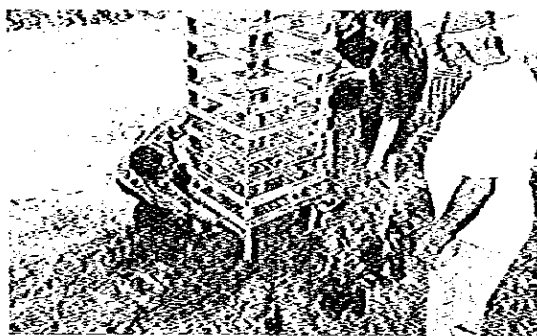
## Terre d'accueil traditionnelle des immigrants japonais

L'Amérique du Sud couvre une superficie de 17,72 millions de km<sup>2</sup> (environ 13 % des terres émergées de la planète) et compte quelque 310 millions d'habitants (soit environ 6 % de la population mondiale). Les pays de la région, au territoire grand ou moyen pour la plupart, sont caractérisés par de vastes étendues de terre et d'abondantes ressources humaines et naturelles.

De longue date, des Japonais ont émigré en Amérique du Sud. Ainsi, plusieurs générations d'émigrés et de personnes d'ascendance japonaise vivent au Brésil, au Pérou, en Argentine, au Paraguay et en Bolivie. Depuis 1873, date de l'établissement de relations diplomatiques entre le Japon et le Pérou, des liens étroits ont été forgés avec l'Amérique du Sud ; un échange constant de personnalités importantes est intervenu, et de nombreuses entreprises japonaises se sont implantées dans la région.

## Lutte contre les difficultés économiques

Au cours des années 60 et 70, de nombreux pays avaient



La plantation d'arbres est une activité figurant dans le projet municipal d'aménagement du paysage proposé par les JOCV (Paraguay).

emprunté des capitaux à des pays avancés et à des institutions financières privées. Depuis les années 80, le déficit de leur balance des paiements s'est creusé et il leur est difficile de rembourser leur dette compte tenu de la chute des cours des produits primaires et la hausse des taux d'intérêts internationaux. Les économies de nombreux pays d'Amérique du Sud sont dès lors confrontées à la crise.

C'est dans ce contexte qu'un accord de réduction de la dette fondé sur une nouvelle stratégie de la dette\* - le Plan Brady - a été adopté en 1993 pour presque tous les pays débiteurs. Les pays sud-américains ont commencé à mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel appuyés par la Banque mondiale et le FMI afin de réduire l'appareil administratif, de privatiser les entreprises d'Etat et de libéraliser les relations économiques avec les autres pays. Ce plan a permis à l'Amérique du Sud de renouer avec la croissance économique dans les années 90 et de redevenir l'un des principaux pôles de croissance dans le monde.

Les efforts d'intégration économique se multiplient depuis le début des années 90. La principale institution à la base de ces développements est le *Mercado Común del Sur* (Mercosur).

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Amérique du Sud

En Amérique du Sud, l'Argentine et le Brésil sont à un stade avancé de développement et figurent parmi les pays de la dixième partie de la liste du CAD (Comité d'aide au développement) à l'appui. A l'opposé, on trouve aussi la Bolivie et le Paraguay, pays où les infrastructures sociales restent encore faibles.

La plupart de ces pays ont vu leur environnement naturel grandement se détériorer ces dernières années. La coopération pour la conservation de l'environnement constitue la préoccupation de la création d'Amazone, et les mesures pour lutter contre la pollution de l'air et de l'eau dans les grandes villes constituent des domaines importants de l'aide, notamment à ceux des pays d'Amérique

du Sud. Dans chaque pays, il existe de grandes disparités de revenus et de richesses d'une région à l'autre, et le soutien aux classes les plus pauvres ainsi que le développement local représentent d'importants enjeux. En outre, dans des pays tels que la Bolivie, marqués par un développement lent, l'aide doit se porter sur les questions prioritaires comme le développement agricole, la modernisation de l'infrastructure\* et les améliorations dans le domaine de la santé et des soins de santé.

Cette région compte un grand nombre d'immigrés et de personnes d'ascendance japonaise. La JICA axe ses efforts sur l'accueil et l'intégration de cette communauté, sur

les améliorations de l'infrastructure économique et sociale, ainsi que sur l'intervention de chercheurs et d'ingénieurs japonais de soutien à la coopération Sud-Sud\*.

La coopération Sud-Sud se poursuit par ailleurs activement suite à la conclusion d'un accord sur un programme de partenariat entre le Chili et le Brésil, accord qui doit ultérieurement servir de base à la coopération entre l'Amérique latine et les nations hispanophones d'Afrique.

On a assisté ces dernières années à des efforts notables vers l'unification économique régionale, notamment avec le Mercosur. La JICA prévoit d'apporter une aide planifiée pour soutenir ces développements.

## Développement industriel et fortes disparités internes

On trouve en Amérique du Sud des pays aux industries primaires florissantes assises sur de riches ressources naturelles et des pays (Brésil et Argentine, notamment) déjà bien industrialisés. Nombre d'entre eux sont classés par la Banque mondiale parmi les pays à revenu moyen. La région compte toutefois des pays où de longues années de troubles politiques et économiques ont entravé le développement des infrastructures sociales. Même dans les pays à revenu moyen, de graves problèmes de pauvreté demeurent, suite aux disparités de revenus au sein même de ces pays. Ces derniers sont aussi nombreux à être touchés par le commerce de la drogue et la pollution. Aussi, malgré les améliorations de la situation économique ces dernières années, de nombreux pays nécessitent encore une aide sur le plan du développement économique et social.

## Nouveaux problèmes posés par la dégradation de l'environnement et le commerce de la drogue

L'Amérique du Sud est riche en écosystèmes, avec en particulier, celui de la forêt vierge amazonienne. Leur préservation est d'une importance capitale au niveau mondial. Dans le même temps, la qualité de l'air dans les grandes villes se dégrade progressivement.

Le commerce de la drogue est un problème de portée mondiale. La culture illicite de narcotiques dans des pays tels que la Colombie, le Pérou et la Bolivie s'explique par la pauvreté des villages agricoles et des régions montagneuses, ainsi que par la disparité des revenus. Aussi, les crimes liés à la drogue, le terrorisme et le développement d'une économie du crime sont autant de facteurs menaçant la stabilité politique, économique et sociale dans l'ensemble de la région.

# II

Chapitre 3

Amérique du Sud

SUR LE TERRAIN

### Projet d'électrification des zones rurales par des énergies renouvelables

Bolivie

#### La joie d'avoir pour la première fois la lumière électrique à la maison

##### Une solution aux problèmes d'énergie

L'énergie est un problème auquel tous les PED ont à faire face si ceux de leur développement. Ils ne peuvent moderniser assez rapidement les centrales électriques et autres composantes de l'infrastructure pour répondre à la demande toujours croissante. D'autres problèmes apparaissent, tels que le manque de fonds pour régler la facture pétrolière, la destruction de l'environnement et la pollution de l'air à l'effet de serre. Les PED sont donc confrontés à un ensemble de problèmes graves et complexes.

Pour l'électrification des villages ruraux, les énergies renouvelables suscitent des espoirs considérables comme solution possible à ces problèmes. De petits réseaux de production font appel aux énergies renouvelables du soleil, du vent et de l'eau et ont été installés près d'une zone d'habitation pour fournir un complément d'électricité.

Nous travaillons actuellement sur une étude de développement destinée à fournir de l'électricité aux villages ruraux de Bolivie et à quantifier l'utilisation qui peut être faite de ces formes non traditionnelles d'énergie.

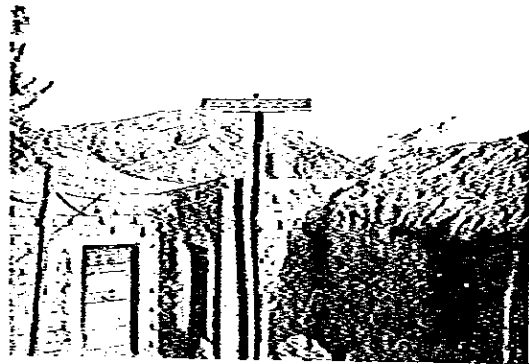
##### Dispositifs électriques alimentés par la lumière du soleil

Nous avons actuellement nos efforts sur la collecte de données sur les batteries solaires et, plus récemment, sur la compilation de données concernant la production d'énergie électrique par le biais du vent et de l'eau.

L'originalité de cette étude de développement a été de distribuer 270 batteries solaires pilotes aux membres de la population locale participant à l'expérience afin de déterminer l'efficacité réelle de ces équipements.

Nous devons toutefois affronter certains problèmes. La population locale n'a pas les moyens d'assurer les coûts de maintenance de la centrale. Il en coûte juste un peu moins de 20 000 yens pour

#### Etude de développement



Batterie solaire pilotée alimentant un foyer

installer une batterie, après quoi l'utilisateur doit payer une redevance mensuelle d'environ 540 yens à la compagnie de gestion. Or, ce sont des sommes considérables pour des personnes et le niveau de revenu est si bas qu'elles ne peuvent s'acquitter de frais de gestion de 15 yens par jour. Certaines personnes ont même vendu les batteries et les panneaux solaires, et des vols sont à craindre.

Malgré ces problèmes, cela signifie beaucoup pour les villageois de voir leurs maisons éclairées à l'électricité pour la première fois. Jusqu'alors, ils étaient privés des nouvelles et des informations de la capitale. Aussi, le fait qu'ils puissent écouter la radio dans leurs propres maisons est un réel signe de progrès.

Lorsque nous voyons des villageois qui ont pu recevoir des livres, des cahiers ou plus afin de participer à une réunion d'information, nous réalisons les dix ans et les péripéties traversés durant cette étude de développement, et nous nous sentons plus satisfaits que jamais à nos modestes états de quelque manière que ce soit à la communauté.

(Bureau de la RCA en Bolivie)

# Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

## Coopération énergétique en faveur de la sauvegarde de l'environnement

Le Japon fournit une coopération technique de projet-type pour la protection de la forêt vierge amazonienne, sujet qui suscite actuellement l'intérêt de la communauté internationale. Nous fournissons une aide du même type concernant la pollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets et d'autres problèmes touchant les grandes villes, telles que Sao Paulo au Brésil et Santiago au Chili. Les problèmes de pollution minière, résultant de l'extraction des riches ressources minérales de la région, sont également pris en considération.

## Eradication de la pauvreté et rectification des disparités régionales

Les populations des régions montagneuses des Andes couvrant le nord-est du Brésil, l'Equateur, le Pérou et la



Séminaire sur l'habilitation de l'accouchement dans le cadre du Projet de planning familial et de santé maternelle et infantile qui se déroule actuellement dans le nord-est du Brésil.



Enseignement au Centre de promotion de la formation professionnelle (Paraguay).

Bolivie vivent dans des conditions de pauvreté extrême. L'afflux de ces populations dans les grandes villes et la culture de plants utilisés pour la production de stupéfiants constituent de graves problèmes de société. Le Japon fournit à la Bolivie un apport de coopération financière non remboursable et une coopération technique de projet-type axés sur la santé et les soins médicaux, ainsi qu'une coopération technique de projet-type dans le cadre de la protection maternelle et infantile dans le nord-est du Brésil. Nous nous efforçons par ailleurs de soutenir les pauvres affluant dans les zones urbaines. Dans ce cadre, nous travaillons sur un projet d'habilitation communautaire axé sur la formation professionnelle des femmes.

Les pays d'Amérique du Sud, notamment le Brésil et l'Argentine, disposent de riches terres agricoles qui en font les greniers à céréales du monde. Si le Japon fournissait jadis une aide destinée à augmenter la production agricole dans cette région, nous avons ces dernières années changé d'orientation et avons désormais nos efforts sur la promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement et l'éradication de la pauvreté par une aide directe aux petits exploitants agricoles. Nous apportons également une aide énergétique au Paraguay, qui est à la traîne des autres pays du Mercosur, afin qu'il puisse augmenter sa productivité agricole.

## Renforcement de la compétitivité internationale des produits industriels

L'une des particularités de l'Amérique du Sud est de comporter plusieurs pays qui ont déjà accompli le processus d'industrialisation dans leur histoire, tels que le Brésil et l'Argentine. Toutefois, du fait de la tendance ces dernières années à la libéralisation et à l'intégration régionale sur le plan économique, le renforcement de la compétitivité des produits industriels au niveau international est devenue une question préoccupante. Le Japon apporte son aide à de nombreux pays (Brésil, Chili et Colombie, notamment) pour le contrôle de la qualité et l'augmentation de la production, principalement par l'envoi d'experts individuels. En Argentine, nous apportons une coopération technique de projet-type pour les économies d'énergie dans les domaines industriels.

## Soutien toujours plus ciblé à la coopération Sud-Sud

Le Chili, le Brésil et l'Argentine, pays aux économies relativement développées, mettent en œuvre leur propre coopération Sud-Sud en Amérique du Sud. Pour sa part, le Japon apporte son soutien à un programme de stage dans un pays tiers\*. Dans ce cadre, ces trois pays invitent des stagiaires de pays voisins à participer à des cours de formation. La coopération a toutefois franchi un nouveau pas ces dernières années : en effet, le Chili et le Brésil ont conclu avec le Japon un accord de participation, comme partenaires de plein droit, à un programme de coopération avec l'Amérique centrale et les pays lusophones d'Afrique.

## Soutien aux communautés et recours aux experts de souche japonaise

Le Brésil, le Pérou, l'Argentine, le Paraguay et la Bolivie comptent de nombreuses personnes d'origine japonaise, issues de la première génération d'immigrants ou dont les familles sont installées en Amérique du Sud depuis au moins deux générations. Les activités de ces personnes ont contribué de manière considérable au développement de leurs pays d'adoption et à façonner l'image que leurs compatriotes se font du Japon.

Dans l'aide qu'il apporte à ces pays, le Japon pense toujours à la manière dont ses activités bénéficieraient à la communauté d'origine japonaise. Nous faisons par ailleurs appel à des éléments de valeur au sein de cette communauté pour qu'ils servent d'experts dans les pays tiers et remplissent d'autres fonctions dans le cadre de la coopération technique japonaise.

# II

Chapitre 8

Amérique du Sud

### Sur le terrain

## Etude sur le plan régional d'amélioration de l'environnement pour le bassin du lac Fúquene

Colombie

### Transformation d'un étang en lac en trois étapes

#### ↑ Lac couvert d'herbes aquatiques

En roulant plein nord depuis Bogotá, capitale de la Colombie, on atteint le lac Fúquene, situé à la frontière du département de Boyacá. Vaches et chevaux paissent tranquillement dans les prés autour du lac. Devant une telle scène pastorale, il est difficile de croire que l'on est dans un pays tristement célèbre pour sa criminalité.

Le lac situé dans cet environnement idyllique est soumis à l'érosion depuis des années. Le tassement du sol a fait remonter le fond et réduit la profondeur du lac. Comme tenu de la densité de végétation aquatique, on craint que le lac ne puisse bientôt plus servir de source d'approvisionnement en eau pour la région.

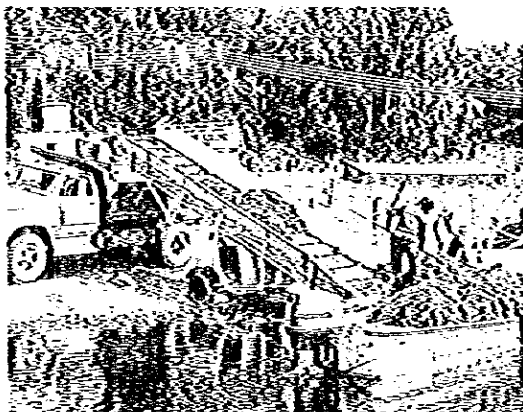
Nous avons envoyé une équipe de chercheurs sur le site pour voir comment le processus pouvait être stoppé et l'environnement amélioré. La mission d'étude a été marquée par une surprise de voir la surface du lac couverte d'une épaisse couche d'*Utricularia* — une plante aquatique. Le spectacle ressemblait plus à un étang qu'à un lac. Tous les 200 ou 300 mètres, l'équipe a prélevé la végétation fixée sur la coupe du bateau pour l'étudier. Parvenue à l'entrée d'un affluent faisant une courbe avec le lac, elle a constaté la présence de la même couverture végétale. Par la suite, c'est en observant le lac et ses environs depuis un avion qu'il est immédiatement apparu à quel point la prolifération de plantes aquatiques était anormale.

#### ↑ Désherbage, introduction d'une variété de carpe et dragage du lac

Après plusieurs visites, l'équipe a pris trois mesures pour résoudre le problème : 1) désherber à intervalles réguliers à l'aide de machines ; 2) introduire une variété de carpe se nourrissant de cette végétation et 3) draguer la partie située à l'entrée du lac.

Une fois coupée et séchée, la végétation a été vendue à des her-

### Etude de développement



Désherbage des plantes aquatiques couvrant la surface du lac.

riches locaux comme compost. Pour être certain de ne pas perturber l'écosystème, les carpes introduites ont été préalablement sélectionnées. Dans chaque cas, ces méthodes ont été décidées suite à des tests pratiques effectués par la mission d'étude.

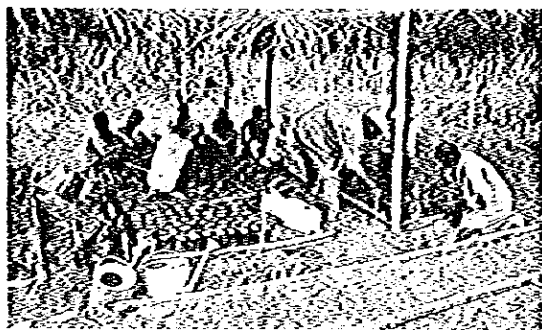
Il a été décidé que la *Caroliniana Mexicana Corporation*, organisation hondurquoise\* dans le cadre de cette étude, effectuerait et financerait les travaux réguliers de désherbage et de dragage.

L'équipe de la JICA a préparé le projet, absolument convaincue dans le fait que les Colombiens appliqueraient efficacement les méthodes sélectionnées pour améliorer l'environnement.

(Bureau de la JICA en Colombie)



# Etat actuel du développement régional



Le "développement intégré de type africain" avec la participation des fermiers" pourrait servir de modèle à la revitalisation de l'agriculture et de l'environnement en Afrique occidentale (Ghana).

## Un développement socio-économique face à des difficultés croissantes

L'Afrique (on entend ici l'Afrique subsaharienne hors le Soudan) compte 47 pays en développement et s'étend sur 21,78 millions de km<sup>2</sup>. Caractérisée par un climat varié, elle comprend essentiellement des zones désertiques arides et une forêt tropicale dense et humide.

Bien que la plupart des pays africains aient obtenu leur indépendance au cours des années 60, beaucoup d'entre eux, en raison des modes de gestion agricole de l'ère coloniale, ont hérité d'une structure économique fondée sur la monoculture de quelques produits primaires. Des vagues de sécheresse, des modifications de l'environnement naturel et des fluctuations des cours mondiaux peuvent ainsi avoir des répercussions immédiates sur les fondations économiques de l'Etat et se traduisent par des structures économiques fragiles.

Comme une grande part de la population n'a pas accès à l'éducation de base, les pays africains manquent de ressources humaines pour leur développement. Depuis leur indépendance, ils ont donc été confrontés à de nombreuses difficultés qui entravent leur développement socio-économique.

## Deux PMA sur trois sont africains

De nombreux pays africains ont accédé à l'indépendance pendant les années 60 et sont parvenus à cette époque à un bon taux de croissance dans un environnement économique caractérisé par la stabilité des cours des produits primaires à l'exportation, en bénéficiant de l'aide fournie par les pays industrialisés. La tendance est toutefois à la stagnation depuis les années 70 en raison de plusieurs facteurs : la chute des cours des produits de base, la crise du pétrole, l'échec des politiques économiques, l'instabilité des régimes politiques, l'ampleur des catastrophes naturelles, les conflits régionaux et les guerres civiles. De nombreux pays ont contracté de très gros emprunts au cours des années 70 pour maintenir reverts et investissements à flot, mais depuis les années 80, la croissance du PNB a été négative en termes réels, si bien que leur dette extérieure a pris des proportions gigantesques. Les ressources financières normalement consacrées au développement et aux services publics ont alors dû être utilisées pour payer la dette et les fonds manquent pour assurer normalement les services sociaux.

II

Chapitre

Afrique

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Afrique

L'aide de l'Europe et des Etats-Unis a pu augmenter de manière significative depuis la fin de la guerre froide et les pays africains se sont de plus en plus tournés vers le Japon. Au vu de l'importance de cette région sur le plan de la politique internationale, le Japon a organisé à Tokyo la première Conférence internationale sur le développement de l'Afrique (TICAD) en 1993 et la deuxième TICAD en 1998. Ces conférences avaient pour objet de souligner l'importance du développement africain pour la communauté internationale, mais aussi de mieux faire connaître cette région et de mieux la soutenir. S'appuyant sur les lignes directrices de l'aide japonaise pour l'Afrique présentées

les de ces conférences, la JICA a considéré l'objectif ultime du développement africain devant être l'éradication de la pauvreté. L'Agence s'efforce donc actuellement d'améliorer la formation du personnel et la capacité à former et à mettre en œuvre des politiques dans les domaines suivants :

1. Soutien dans le domaine du développement social axé sur l'éducation, la santé et les soins médicaux, et l'alimentation et l'eau.
2. Soutien au développement agricole, prenant en considération la sécurité alimentaire des couches défavorisées de la société.
3. Soutien au développement et au renforcement des institutions d'économie de

marché qui contribuent au développement du secteur privé.

4. Soutien à la démocratisation comme base du développement, de la prévention des conflits et de la reconstruction.
  5. Soutien destiné à contribuer à une meilleure capacité de gestion de la dette.
- L'aide dans ces domaines sera fournie en exploitant la coopération Sida-Sida<sup>1</sup> faisant appel à l'expérience de l'Asie en matière de développement et la coopération intra-régionale s'appuyant à partir des bases régionales. L'approche sous-régionale des programmes sera basée de la manière la plus appropriée sur le respect des conditions spécifiques des différents pays.





Femmes travaillant des installations hydrauliques dans le cadre du "Projet d'expansion du réseau de distribution d'eau de Magabes".

Conséquence de la baisse de croissance économique et de la lourde dette, l'Afrique compte 32 des 48 PMA\* dans le monde et environ deux personnes sur cinq vivent dans le dénuement absolu, avec moins d'un dollar par jour.

## L'appui à l'Afrique dans une période d'évolution

Les pays africains prennent actuellement un tournant politique et économique décisif.

Sur le plan politique, de nombreux pays s'étaient dotés après l'indépendance d'un système de gouvernement fortement centralisé chapeauté par un chef charismatique afin de préserver l'unité nationale, et beaucoup étaient en fait dirigés par une junte militaire ou une dictature à parti unique. Toutefois, depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, une tendance à la démocratisation et à l'adoption du multipartisme se manifeste. Après de nombreuses années de gouvernement militaire, le Nigeria s'est doté en 1999 d'un président civil démocratiquement élu, M. Olusegun Obasanjo et en Afrique du Sud, M. Thabo Mbeki a remplacé le président Mandela après des élections démocratiques.

De nombreux pays ont subi un effondrement sur le plan économique et financier. Aussi, depuis les années 80, des efforts ont été accomplis sous la conduite de la Banque mondiale et du FMI pour l'adoption de politiques économiques intégrant des mesures d'ajustement structurel<sup>1</sup>. L'objectif est de s'écartier d'une politique économique dirigée, contrôlée par le secteur public, et de passer à une économie stimulée par des investissements et des activités de marché, afin de s'ouvrir aux échanges, d'assainir les finances gouvernementales et d'améliorer la balance internationale des paiements. Dans plusieurs pays, notamment l'Ouganda, le Ghana et le Burkina Faso, les efforts de réforme ont entraîné une croissance économique stable et ont été salués par la communauté internationale. Dans de nombreux pays cependant, les mesures administratives, fiscales et gouvernementales qui s'appuient sur une libéralisation et une

privatisation rapides de l'économie ont eu des effets néfastes sur les pauvres en abaissant le niveau des services sociaux et en aggravant le chômage. Depuis les années 90, de plus en plus de pays africains demandent à ce que le développement soit accompagné d'une réforme de l'ensemble de la structure économique qui prenne en compte les répercussions sociales des réformes et fasse une large place aux avantages pour les couches défavorisées.

Les donateurs réexaminent le partenariat du développement dans une perspective globale en intégrant non seulement le secteur public, mais aussi la population locale qui a jusqu'ici été récipiendaire des services sociaux, ainsi que les ONG et le secteur privé. Afin d'éviter que différentes organisations d'aide travaillent sur des projets distincts en mobilisant à chaque fois les ressources limitées du PED concerné, une approche sectorielle est maintenant adoptée. Elle comprend deux étapes : tout d'abord, en collaboration avec le PED, élaboration de thèmes sectoriels spécifiques, de stratégies de développement et de plans d'affectation budgétaire, puis mise en œuvre de l'aide pour l'ensemble du secteur suivant un plan précis. Des PSRP (propositions de stratégie de réduction de la pauvreté) sont par ailleurs de plus en plus couramment formulées. Une PSRP est en fait un projet de développement économique et social qui prend en considération les questions de développement prioritaires d'un pays particulier en mettant pour chacune d'elles l'accent sur la réduction de la pauvreté. Ces propositions sont élaborées avec la participation d'un grand nombre d'individus et d'organisations interdépendants, tels que donateurs, ONG, grand public et secteur privé. L'approche du développement en Afrique a donc atteint un tournant décisif ces dernières années, dans le droit fil de la réforme politique et économique.

# Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

## Bilan de l'aide

Au cours de l'exercice 1999, la JICA a fourni une aide à 43 pays africains ; ce chiffre concerne tous les pays de la région à l'exception de la Somalie, du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Libéria. Cette aide a représenté environ 14 % de la valeur totale de la coopération technique de la JICA. L'Afrique occupe par ailleurs une place particulièrement importante dans le programme d'envoi de JOCV : environ un JOCV sur quatre a été envoyé en Afrique au cours de l'exercice 1999.

## Exploitation du "plan d'action de Tokyo" de la TICAD II

La deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II) a été organisée en commun par les Nations unies et le gouvernement japonais en octobre 1998. Suivie par des représentants de 80 pays, de 40 organismes internationaux et de 22 ONG, elle a vu l'adoption du plan d'action de Tokyo, qui vise à établir



JOCV menant une enquête auprès des participants à un séminaire destiné à mieux comprendre les conditions de vie de la communauté locale (Sénégal).

le calendrier de base de la coopération en Afrique à l'avenir. Compte tenu de ce plan d'action et consciente de ce que l'objectif ultime du développement en Afrique est l'élimination de la pauvreté, la JICA contribue activement sur ce continent au renforcement des capacités dans chacun des domaines prioritaires résumés ci-dessous.

### Principales approches

#### 1. Soutien au développement des ressources humaines

Pour le développement des ressources humaines en Afrique, le renforcement des capacités des administrations et du secteur privé a un rôle encore plus important à jouer que dans les autres PED. C'est pourquoi il est indispensable de former du personnel capable d'assurer la gestion des organisations et des systèmes. Nous pensons que le principal défi à relever en Afrique réside dans le développement des ressources humaines et des institutions apparentées. D'où notre engagement dans une coopération à long terme intégrant diverses formes d'assistance technique.

#### 2. Promotion de la coopération interrégionale

La taille de l'économie et les capacités à gérer l'aide diffèrent d'un pays à l'autre. Aussi, il n'est pas efficace de fournir une aide de manière identique à chacun d'eux. Dans une même région se posent par ailleurs de nombreux problèmes communs et des problèmes qu'il vaut mieux combattre ensemble pour atteindre les meilleurs résultats.

C'est pourquoi la JICA pense que l'une des principales approches pouvant garantir une aide efficace réside dans la promotion de la coopération interrégionale et le soutien des pays voisins par le biais des capacités des organisations apparentées dans les pays partenaires.

Conformément à cette approche, la JICA assure en Afrique de l'Est la promotion de l'AICAD (*African Institute for Capacity Development*), un institut de recherche qui participe au développement des ressources humaines et diffuse des informations au bénéfice de la société africaine, depuis son siège au *Jomo Kenyatta University of Agriculture and Engineering* (Kenya). En Afrique de l'Ouest, la JICA appuie la coopération interrégionale dans le domaine de la



Agents de soins de santé primaires et Nurses Marchés portent le logo de l'AID japonaise (Zambie)

formation professionnelle et de l'alimentation en eau du Sénégal. Dans le sud de l'Afrique, la JICA apporte son soutien dans le domaine de la santé du bétail en Zambie.

Nous étudions les moyens de créer un cadre de coopération interrégionale au Kenya et au Ghana, afin de promouvoir des mesures de lutte contre les parasites en Afrique.

### 3. Aide, coopération et approches sectorielles

La fourniture d'aide aux PED pose divers problèmes : chevauchement des actions de coopération entre donateurs et profusion de projets excédant la capacité des pays récipiendaires à les absorber. Aussi, l'aide et la coopération en Afrique est-elle de plus en plus dispensée suivant une approche sectorielle.

L'objectif de la JICA est de veiller à ce que le mode de pensée du Japon soit intégré dans cette approche de l'aide et de la coopération. Aussi, afin que les récents développements dans ce domaine soient bien pris en compte dans la politique d'aide du Japon, l'Agence s'engage activement par l'affectation du personnel nécessaire.

## 4. Promotion de la coopération entre l'Asie et l'Afrique

La coopération entre l'Asie et l'Afrique consacre une nouvelle approche de l'aide. Résultant de la TICAD, elle est fondée sur le partage avec l'Afrique de l'expérience du développement acquise en Asie. La JICA s'emploie activement afin de promouvoir cette approche.

La JICA a fourni en Asie une formation complémentaire de l'enseignement technique assuré au Japon. Cette dernière a pris la forme de programmes conjoints d'envoi d'experts (coopération avec la police d'Afrique du Sud par le Japon et Singapour) et de cours de formation pour l'Afrique (Indonésie, etc.). L'objectif pour l'avenir est de renforcer les relations de coopération entre ces deux continents.

### Thèmes importants

#### 1. Développement social

Les cours dans les matières scientifiques et les mathématiques sont au cœur de la coopération japonaise dans le secteur éducatif. Dans le prolongement du programme dis-

## Sud-États

## Etude approfondie de l'écologie du lac Malawi

Malawi

### Nouvel éclairage sur l'écologie du lac Malawi

#### La plus grande variété d'espèces de poissons au monde

Situé en Afrique de l'Est, ce lac est bordé par le Malawi, la Tanzanie et le Mozambique. C'est l'un des plus vieux lacs au monde avec une histoire qui remonte à des millions d'années.

Il abrite presque 500 espèces différentes de poissons, un nombre pratiquement égalé par aucun autre lac au monde. La plupart des espèces sont très rares et vivent uniquement dans cet habitat. Il présente source de protéines pour les habitants de la région, ces poissons constituent les moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes vivant dans les villages bordant le lac.

Enchevêtré avec l'augmentation des prises commerciales à l'insouciance de la population et la détérioration des stocks innombrables du lac, l'avarié de ces précieuses ressources naturelles est traité en question.

Une analyse de l'écosystème doit être effectuée afin de trouver des moyens de protéger les poissons et de les utiliser le plus durablement possible à l'avenir. Pour l'instant toutefois, le Malawi ne dispose pas d'experts capables de réaliser des études approfondies dans ce domaine, ni d'installations pour recueillir de telles recherches.

#### Un système de recherche global sur le lac Malawi

En mai 1978, avec la coopération de la JICA, le Chancellor College de l'Université de Malawi a démarré son "Travail approfondi sur l'écologie du lac Malawi" (recherche en coopération). L'objet de cette étude est de clarifier l'écosystème du lac sous diverses perspectives, notamment les effets des activités humaines et d'autres facteurs, et de constituer une unité de recherche capable de réaliser de nouvelles études en son mode d'activités.

Pour mieux comprendre l'écosystème du lac, les recherches sont

### Recherche en coopération



Le lac Malawi abrite la plus grande variété d'espèces de poissons au monde

menées conjointement par des scientifiques du Malawi et du Japon travaillant sur un pied d'égalité dans des domaines tels que l'écologie, la sociologie de l'élevage, l'élevage et la physiologie des poissons.

Après deux ans de tâtonnements, les installations sont maintenant en place. Les activités de recherche progressent et l'on se propose d'élaborer de nouveaux thèmes et de procéder à de nouveaux types d'études.

Les jeunes scientifiques du Malawi sont de plus en plus nombreux à intervenir dans le cadre des recherches et les résultats de leurs études devraient bientôt être publiés. Nous espérons qu'elles serviront à protéger l'environnement du lac et ses ressources, et aussi qu'elles contribueront à améliorer les conditions de vie des Malawiens.

(Bureau de la JICA au Malawi)



Exploitation de la nappe souterraine à Tchéoua municipal (Éthiopie).

pensé au Kenya (coopération intégrée\* combinant coopération technique de projet-type, envoi de groupes de JOCV et modernisation d'installations et d'équipements par des apports de coopération financière non remboursable). La JICA soutient actuellement l'enseignement des sciences et des mathématiques au Ghana par le biais d'une formation et d'un recyclage en groupe au Japon pour les professeurs de l'enseignement élémentaire et secondaire. En Afrique du Sud également, l'envoi d'experts est combiné à une formation au Japon en vue de renforcer le système de recyclage du

personnel enseignant. La construction d'écoles élémentaires et secondaires est par ailleurs financée par un apport de coopération financière non remboursable.

En Tanzanie, au Malawi et en Zambie, la coopération concerne les soins de santé primaires\* et l'action éducative des communautés locales. Afin de renforcer la qualité des soins et des services de santé, la JICA aide à former des médecins praticiens et participe, au Ghana, au Kenya, en Zambie et au Zimbabwe, à la prévention des maladies infectieuses, telles que le VIH, le sida, la malaria et la tuberculose.

Dans le domaine de la distribution de l'eau, nous nous efforçons d'étendre les projets d'alimentation auxquels nous participons activement depuis la première TICAD et de renforcer les capacités locales d'entretien et de gestion des installations d'approvisionnement. Le "Projet de développement des eaux souterraines et d'alimentation en eau" réalisé en Éthiopie entre dans ce cadre. Ce projet s'adresse non seulement aux ingénieurs mais aussi aux comités de gestion de l'eau au niveau communautaire. Au Sénégal, nous avons formé les personnes chargées d'organiser un atelier international pour les pays d'Afrique de l'Ouest et destiné à souligner l'importance de l'entretien et de la gestion des installations hydrauliques et de la promotion de l'hygiène par la construction de puits.

Dans les foyers africains, la production agricole, les tâches ménagères et l'éducation des enfants sont assurées principalement par les femmes. Elles ont cependant peu l'occasion de bénéficier des services d'enseignement et des autres services sociaux et sont donc défavorisées sur ce plan. Dans ses activités d'aide, la JICA veille à ce que les femmes bénéficient de ses services tout autant que les hommes. Afin

**Sur le terrain**

**Atelier sur la mise en place d'un approvisionnement en eau potable** Sénégal  
**l'Afrique de l'Ouest et la coopération interrégionale**

**Accès à l'eau potable**

**Promotion d'une aide efficace**

**L'accès à l'eau potable est un enjeu majeur**

Le Japon participe depuis plus de 20 ans à l'aménagement de l'accès à l'eau potable en Afrique de l'Ouest, apportant ainsi une contribution majeure à l'amélioration des conditions de vie des communautés locales. Et l'extension de l'accès à l'eau potable a été considérée comme un domaine prioritaire de l'aide japonaise dans cette région à la TICAD II, qui s'est tenue à Tokyo en octobre 1998.

Un atelier a été organisé en mars 2000 au Sénégal afin de formuler dans le détail une stratégie d'aménagement et un projet de coopération pour répondre à l'accès à l'eau potable régionale. Cet atelier avait pour objectif de mettre en commun l'expérience acquise par les différents pays dans un grand nombre de domaines : élaboration de plans pour l'accès à l'eau potable, création et gestion des installations hydrauliques après leur mise en place, et soutien aux femmes et aux enfants témoins de la qualité de leur vie pour qu'ils représentent une part active à la vie sociale. L'atelier a été suivi par les directeurs des services d'alimentation en eau de 15 nations africaines francophones ou les pléniers, des représentants d'organismes internationaux et d'aide bilatérale\*, et des ONG.

**Mise en commun des approches durant l'atelier**

Chaque session a donné lieu à des débats animés et les participants se sont mis d'accord pour tirer les cinq conclusions suivantes :

1. Un centre régional pour les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest doit être instauré pour former du personnel administratif, ingénieurs, éducateurs, sanitaires, représentants officiels du comité de gestion de l'eau, etc.) et servir à s'engager dans des activités d'alimentation en eau.
2. Les projets visant à fournir un accès à l'eau potable doivent être exécutés dans le respect absolu de la transparence et de la démocratie.
3. La coopération avec les ONG doit être systématiquement renforcée afin de mieux sensibiliser la collectivité, de mieux structurer les communautés et de promouvoir la diffusion d'un enseignement sur les problèmes de santé aux abords des puits.
4. Des efforts doivent être poursuivis dans chaque pays pour atteindre les objectifs fixés dans le plan d'action par le biais d'activités de suivi de la TICAD II.
5. Un soutien doit être fourni pour aider les communautés, les organes locaux, les administrations et autres organisations à surmonter les difficultés, afin de satisfaire la demande en eau potable et de garantir ainsi le meilleur avenir possible aux femmes et aux enfants d'Afrique.

Les résultats de ces discussions ont été brièvement publiés dans la "Déclaration de Dakar sur l'eau 2000". La JICA souhaite à l'avenir promouvoir et élargir le rôle de ces mêmes réseaux.  
 (Bureau de la JICA au Sénégal)

d'améliorer notre action et d'encourager l'idée d'appropriation, nous nous efforçons d'introduire des méthodes de développement communautaire participatif en faisant participer les communautés locales concernées dès les tous premiers stades de mise en œuvre.

## 2. Développement agricole

Les Africains sont pour la plupart des agriculteurs produisant juste assez pour leur propre consommation. Par conséquent, il est important de réduire la pauvreté dans les districts ruraux et d'améliorer pour ce faire les conditions de sécurité alimentaire en relevant la productivité des petits exploitants et en garantissant des sources de revenu par l'introduction de cultures commerciales.

La JICA encourage la fourniture d'équipements de production agricole aux pays africains par le biais d'apports de coopération financière non remboursable et fournit une coopération technique visant à promouvoir la culture irri-

guée auprès des petits exploitants dans des pays comme le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et le Kenya.

## 3. Développement du secteur privé

La JICA s'emploie à former du personnel qui soit capable de contribuer au développement du secteur privé en modernisant et en consolidant le système d'économie de marché, mais aussi de promouvoir les investissements et les échanges, et enfin, d'encourager les PME. Elle apporte également son soutien par l'accueil de stagiaires (cours spécifiques au pays et cours régionaux), l'envoi d'experts (Kenya, Tanzanie, Zimbabwe, Afrique du Sud, etc.) et la réalisation d'études de développement (Afrique du Sud).

La modernisation de l'infrastructure – routes, ponts et électrification – est indispensable pour que l'économie et les investissements puissent se développer. Le soutien dans ce domaine est fourni essentiellement par le biais de la

## Sur le terrain

### Projet d'amélioration du système et du programme de formation internes sur la santé maternelle et infantile au Ghana

Ghana

#### Amélioration du système de formation de personnel médical et paramédical

##### • Formation de personnel dans le domaine de la santé et des soins médicaux

La formation interne joue un rôle essentiel dans le maintien et le relèvement de la qualité des soins médicaux et de santé, car elle permet aux infirmières et aux autres membres du personnel paramédical ainsi qu'aux praticiens d'acquies de nouvelles connaissances et expériences.

En 1995, le ministre de la santé du Ghana a formulé une stratégie à moyen terme pour la santé axée, entre autres, sur la formation interne. Le projet mettait l'accent sur l'établissement d'un système de formation uniforme et permanent. Pour soutenir la mise en place de ce système, la JICA a apporté en 1997 sa coopération sous la forme d'un plan destiné à relever le niveau des services de santé maternelle et infantile.

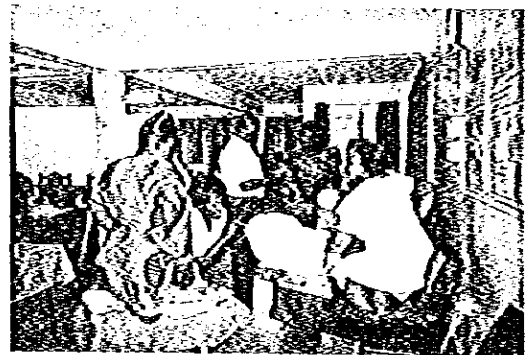
##### • Collecte de données de base et évaluation des besoins

Nous avons commencé par une étude afin de réunir les données de base sur la fréquence des formations suivies par le personnel de santé et d'évaluer les besoins avec précision. L'étude était axée sur trois régions pour en bénéficier de l'aide. Des données ont été réunies auprès d'environ 10 000 personnes, dont 90 % de médecins praticiens relevant du ministère de la santé et 3 300 infirmières et membres du personnel d'établissements privés. Cette étude était la première de cette envergure sur la formation du personnel médical et paramédical au Ghana. Elle a permis de mettre en lumière divers problèmes, notamment l'inégalité des chances en matière de formation, l'absence de programme de formation annuel et l'inadéquation entre les besoins des stagiaires et le contenu de leur formation.

##### • Vers la création d'un système permanent

Ces problèmes se posent de deux manières : d'une part, la formation est fournie sans coordination préalable des programmes au sein du ministère de la santé ; d'autre part, les différents docteurs n'insistent une formation que dans les zones qu'ils jugent prioritaires. La solution consiste à créer un système de formation uniforme fondé

#### Coopération technique de projet-type



Formation de praticiens dans le domaine de la santé maternelle et infantile.

sur la coopération entre les docteurs et les différents départements du ministère de la santé. Toutefois, les intérêts des intervenants au projet sont liés de manière étroite et complexe et la question essentielle est de savoir s'il est possible de trouver un juste équilibre. C'est là que réside la principale difficulté et en fait, la raison d'être du projet.

Dans le cadre de ce projet, nous travaillons actuellement en collaboration étroite avec les organismes apparentés sur les trois thèmes suivants :

1. Création d'une base de données de formation qui enregistre les personnes ayant reçu une formation, le lieu de la formation et le type de formation suivie ;
2. Compilation et diffusion de notes de synthèse reportant les formations reçues par chaque personne (informations utiles pour planifier la formation à l'avenir) ;
3. Élaboration de directives indiquant les cours de formation à suivre suivant le type d'emploi.

(Bureau de la JICA au Ghana)

coopération financière non remboursable. La JICA participe par ailleurs, par l'envoi d'experts et l'accueil de stagiaires, au développement de ressources humaines capables d'assurer au mieux l'entretien et la gestion des installations après leur construction.

#### 4. Contrôle de la dette extérieure

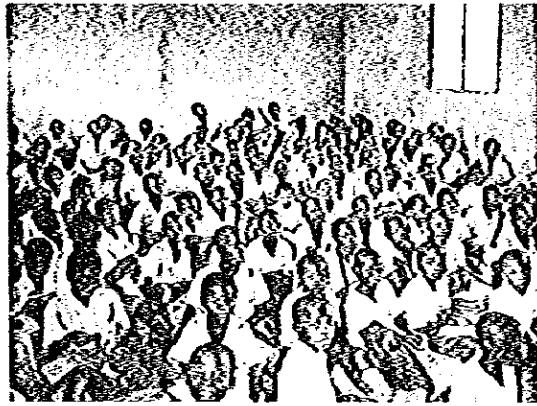
L'une des conclusions du sommet de Cologne en juin 1996 était que le problème de la dette extérieure accumulée constituait un obstacle majeur au développement en Afrique. En collaboration avec les institutions de financement du développement du Japon et d'autres pays, la JICA a alors apporté son soutien au développement des ressources humaines dans le domaine financier en Afrique.

En août 1999, la JICA a détaché un conférencier au séminaire international sur la gestion de la dette organisé à l'intention des décideurs par la Banque mondiale, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et le gouvernement japonais. La JICA a pour sa part organisé des séminaires destinés à des administrateurs à Singapour et en Tunisie. Au Kenya enfin, l'Agence fournit une aide au *College of Barding and Public Finance*, destinée à relever les capacités de gestion financière de cadres de la banque centrale et du ministère des finances.

#### 5. Bonne gestion des affaires publiques et consolidation de la paix

Prenant en compte les contextes historiques et culturels des pays africains, la JICA participe activement à l'adoption par ces derniers de principes de bonne gestion des affaires publiques. Pour cela, il faut veiller à ce que les principes essentiels de constitutionnalisme, de démocratie, des droits de l'homme soient reconnus et renforcer l'obligation de rendre compte, ainsi que la transparence et l'efficacité des gouvernements, car tous ces principes sont à la base du développement.

En octobre 1999, les législateurs de trois nations de l'Est africain (Kenya, Tanzanie et Ouganda) ont été invités au Japon à un séminaire de démocratisation. Organisé par la JICA, il était principalement axé sur le développement de la démocratie et le processus de développement économique au Japon, des domaines dans lesquels l'Agence souhaite à



Cette classe surchargée compte plus de 100 élèves (Tanzanie).

l'avenir renforcer et étendre sa coopération.

L'Afrique reste le théâtre de nombreux conflits. La JICA est consciente du fait qu'il est de la plus haute importance d'appuyer le processus d'établissement de la paix, que ce soit par la prévention des conflits ou par le soutien à la reconstruction. Aussi, elle s'engage activement en étudiant le meilleur moyen d'apporter ce type de soutien et en organisant une conférence internationale conjointe avec l'ACDI (Agence canadienne de développement international).

La JICA a par ailleurs envoyé une mission d'étude au Mozambique afin de formuler un projet de coopération visant à supprimer les mines antipersonnel de la guerre civile et à soutenir les victimes.



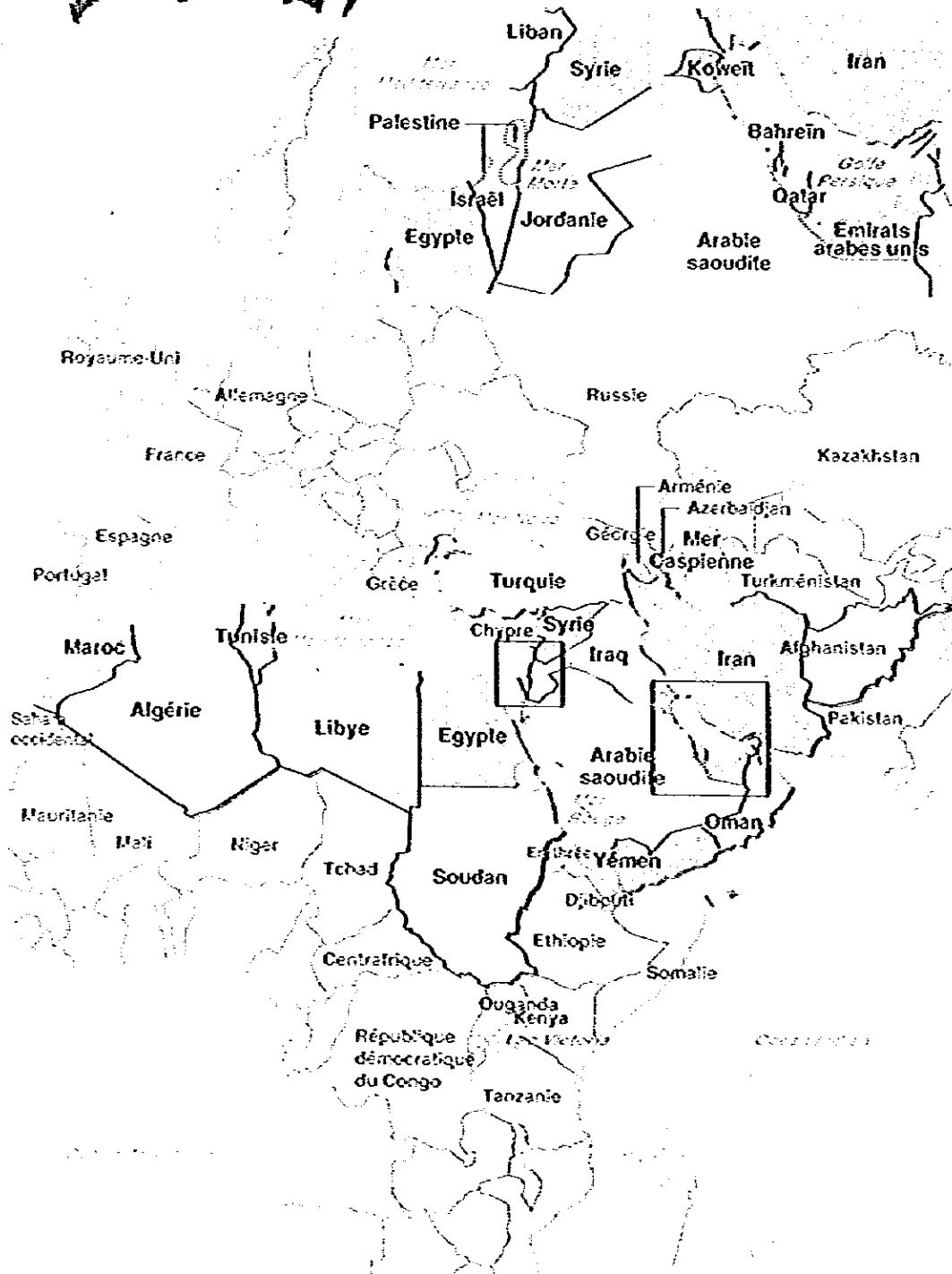
JICA dispense une éducation sanitaire itinérante à l'aide de cartes illustrant les moyens de lutter contre les parasites (Niger).

## II

Chapitre

Afrique

# Chapitre 10



# Etat actuel du développement régional



Transfer de compétences en télématique par un vol étudiant sélect à l'Université hashémite de Jordan.

III

Chapitre

Moyen-Orient et Maghreb

## Diversité des contextes économique et politique

La région du Moyen-Orient et du Maghreb, qui comprend 21 pays, s'étend de l'Afghanistan à l'est au Maroc à l'ouest, et du Soudan au sud à la Turquie au nord.

La quasi-totalité du territoire se caractérise par un climat aride ou semi-aride, à l'exception de la mer Rouge et du golfe Persique, où règne une forte humidité, ainsi que de l'Afrique du Nord qui jouit d'un climat méditerranéen et de la partie sud de la péninsule arabique, qui bénéficie d'un climat de montagne.

Plusieurs régimes politiques coexistent, des monarchies, des émirats et un sultanat dans les Etats du golfe Persique et du golfe d'Oman, des républiques séculaires en Turquie et en Egypte, et enfin en Iran, une république islamique proclamant la prééminence des préceptes religieux. Les disparités économiques entre les pays de cette région sont considérables. Alors que les Etats du golfe Persique et les pays d'Afrique du Nord recèlent d'impressionnantes ressources en pétrole ou en gaz naturel, des pays comme le Soudan ou le Yémen, en retard par rapport à l'exploitation de telles ressources, sont classés parmi les pays les moins avancés (PMA)\*.

## Diversité des conditions de développement

Plusieurs pays du Moyen-Orient ont une histoire très ancienne, bien antérieure à l'ère chrétienne et les contextes sociaux et culturels sont donc très variés. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la région a connu de nombreux conflits, notamment quatre guerres entre Israël et les pays arabes, le conflit du Liban, la guerre civile en Afghanistan, la guerre Iran-Iraq et la guerre du Golfe.

Si le Moyen-Orient est une région contrastée, le tableau du développement l'est tout autant. Ainsi, les Etats du golfe Persique se sont appuyés sur les énormes recettes résultant de l'exploitation pétrolière pour se détaxer sur le plan économique et social. Si ces pays ont atteint des niveaux élevés concernant les infrastructures\* mises en place, plusieurs d'entre eux demeurent toutefois tributaires de techniciens et d'ingénieurs étrangers. La première priorité pour ces pays consiste donc à former du personnel afin d'étaier leurs efforts de construction nationale.

D'autre part, dans plusieurs pays connaissant des difficultés économiques, la fourniture de services liés aux besoins essentiels de l'être humain (BEEH)<sup>2</sup> reste insuffisante, notamment en ce qui concerne les soins de santé primaires et l'alimentation en eau potable.

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA au Moyen-Orient et au Maghreb

La JICA intervient en particulier dans les domaines du développement prioritaires dans le Moyen-Orient, à savoir de la gestion des ressources en eau, la protection de l'environnement et la promotion de l'industrie. Parallèlement, du fait de la diversité politique, économique et sociale de la région, la coopération doit être pluralisée de manière à prendre en compte la situation particulière des différents pays.

Dans le cadre du soutien au processus de paix au Moyen-Orient, problème central dans la région, la JICA appuie une aide technique énergique à la Palestine, qui est l'une des principales parties au processus, et ce par

le biais d'une coopération financière non remboursable pour les BEEH (soins de santé et éducation) et l'accueil de stagiaires. Un soutien est également fourni aux pays voisins, tels que l'Egypte et la Jordanie.

En Arabie saoudite et dans les autres pays producteurs de pétrole, la JICA appuie son soutien aux efforts de diversification économique, afin que ces pays s'affranchissent d'une structure fondée exclusivement sur le pétrole. La coopération concerne plus particulièrement la formation d'ingénieurs et de personnel technique.

L'aide aux pays au revenu relativement élevé comme la Tunisie et la Turquie est

fondée sur une coopération remboursable sur la promotion de l'industrie.

Les pays au revenu relativement faible, comme l'Egypte, la Jordanie, la Syrie et le Yémen, nécessitent d'une aide financière non remboursable et d'une coopération technique. L'aide est axée sur la modernisation et le développement des infrastructures industrielles, ainsi que sur la satisfaction des BEEH<sup>3</sup>, notamment dans le domaine de la santé.

En dehors d'appuis ponctuels de secours d'urgence et d'aide humanitaire, la JICA, le Soudan, l'Iraq et l'Afghanistan sont exclus de l'aide (jusqu'au 22 mars d'avril 2002).



# Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

## Une action de soutien en faveur de la paix au Moyen-Orient

Le Moyen-Orient est le théâtre de conflits régionaux et de guerres civiles, et le processus de paix est le problème central de cette région ces dernières années.

En septembre 1993, le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont conclu l'accord d'Oslo, établissant un territoire autonome à Gaza et dans une partie de la Cisjordanie, territoires occupés par Israël depuis la guerre des Six jours (1967). En mai 1994 a été établie l'autorité palestinienne d'auto-gouvernement intérimaire pour le peuple de Palestine. En septembre 1995, un nouvel accord a entériné l'élargissement du territoire autonome de Palestine à la Cisjordanie. Suite aux élections législatives de janvier 1996, les institutions d'Etat ont été créées. Après l'assassinat du premier ministre israélien Rabin et l'élection de Netanyahou à la tête du gouvernement israélien, qui devait observer une attitude prudente par rapport au processus de paix, Ehud Barak a



Participants à un stage dans un pays tiers (Turquie).  
Le Japon soutient les activités de coopération Sak-Sad menées par la Turquie au profit des pays d'Asie centrale.



Plan d'amélioration d'un système d'information sur les statistiques agricoles, faisant intervenir l'envoi d'experts individuels.  
Le transfert technique est assuré par le biais de travaux pratiques (Syrie).

pris la tête du pouvoir en Israël en mai 1999. Les attentes sont plus grandes que jamais. Aussi, la communauté internationale, notamment le Japon, continue d'apporter son soutien de diverses manières pour la poursuite du processus de paix.

## Réalisations dans les secteurs de l'environnement, de l'économie et des ressources en eau

Lors des négociations multilatérales de 1992 pour la paix au Moyen-Orient, cinq comités de travail ont été créés (sur l'environnement, la maîtrise des armements, le développement économique, les ressources en eau et les réfugiés) et le Japon a apporté une contribution positive en assurant la présidence du premier et en prenant part aux discussions multilatérales. Le Japon apporte par ailleurs son soutien indirectement par le biais d'organismes internationaux et directement par la JICA.

Dans le cadre des travaux du comité sur l'environnement, la JICA organise en Jordanie un stage dans un pays tiers\* (formation pour la modernisation du droit de l'environnement) pour la Palestine, l'Égypte, Israël et la Jordanie. La JICA invite dans ce cadre des conférenciers des États-Unis, du Canada et de l'Union européenne.

Parallèlement à la coopération technique dans le secteur de la formation professionnelle par le soutien permanent à l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), la JICA participe depuis 1995 à des études et à des actions de mise en œuvre et d'appui relatives à des projets touchant l'infrastructure de base et financés par la coopération financière non remboursable. Ces projets concernent plus particulièrement la planification d'amélioration d'hôpitaux et d'équipements médicaux, d'installations de gestion des déchets et la construction d'écoles élémentaires et secondaires. La JICA a par ailleurs réalisé des études de développement sur la modernisation du réseau d'assainissement.

Depuis 1997, l'aide au développement des ressources humaines en Palestine comprend deux volets :

- l'accueil de stagiaires sur une base bilatérale dans les secteurs de la formation professionnelle et de l'administration, et
- un stage dans un pays tiers\* visant à créer un groupe cadre d'ingénieurs compétents dans les domaines des télécommunications, de l'entretien de l'équipement médical, et de l'électricité. Pour les Palestiniens, cette formation a été assurée dans les pays voisins (Égypte et Jordanie).

## Mesures du programme de coopération nippo-saoudien

Afin d'élargir les relations entre le Japon et l'Arabie saoudite, un accord a été conclu en octobre 1998 entre les deux pays sur l'extension de la coopération dans les cinq domaines énoncés dans le programme de coopération nippo-saoudien : enseignement et développement des ressources humaines ; environnement ; soins médicaux, science et technologie ; culture et sport et enfin, investissement et coentreprises.

### Sur le terrain

## Initiatives dans le domaine de l'éducation pour le développement

Egypte

### Etonnement des enfants de voir les pyramides de haut

#### Le Nil et la situation de l'approvisionnement en eau

L'Égypte étant traversée par le Nil, la majorité des gens pensent le plus souvent que les Égyptiens bénéficieront tous des avantages de ce grand fleuve. En réalité toutefois, 13 % de la population n'a même pas accès à l'eau potable.

Sur 63 millions d'Égyptiens, le quart vit dans la région du Caire. Le réseau d'adduction d'eau n'a pas évolué assez vite face à la rapide concentration de population dans cette région, et la situation actuelle est préocupante.

Depuis de nombreuses années, le Japon apporte son aide dans ce secteur en contribuant à l'amélioration des installations d'adduction d'eau et d'assainissement, notamment dans la région métropolitaine du Caire et de Gizeh.

#### Comment meurent les bilharzies ?

En janvier 2000, 41 enfants de l'école japonaise du Caire ont assisté à un cours détaillé sur le thème "L'eau dans la vie de tous les jours."

Les enfants ont pu visiter l'installation récemment construite dans le cadre du projet d'amélioration du réseau d'adduction d'eau desservant les pyramides du sud de Gizeh (coopération financière non remboursable). Un exposé a été réalisé par un expert spécialiste de la qualité de l'eau qui participe au projet d'amélioration de la formation des ingénieurs en installation hydraulique. Ce cours fut la première initiative du bureau de la JICA en Égypte dans le domaine de l'éducation pour le développement.

Le cours portait autour de deux axes : "Comment l'eau est-elle transformée en eau potable ?" et "L'apport de la coopération japonaise dans l'amélioration de la vie quotidienne des communautés locales." L'enseignement était dispensé aux enfants répartis en trois groupes d'âge et c'est le groupe des élèves de 6ème qui a assis les experts des questions les plus pointues. L'une des plus épineuses

La JICA apporte son aide dans les trois premiers domaines. Dans le secteur de l'éducation, nous contribuons au développement des ressources humaines par la formation de personnel enseignant au Centre de développement de l'enseignement de la technologie électronique et par l'apport d'une coopération technique pour la formation d'ingénieurs au niveau des établissements d'enseignement technique. Dans le secteur de l'environnement, nous conduisons deux études de développement : l'"Étude des habitats côtiers/marins de la partie nord de la côte de la mer Rouge" et le "Projet de surveillance de l'environnement dans le golfe Persique." Nous participons également à une recherche en coopération\* sur le thème "Écosystèmes et biodiversité" pour la préservation des forêts de génévriers\*.

En 1999, une mission d'étude a été envoyée pour évaluer les besoins de coopération en matière d'éducation et de formation professionnelle des femmes, qui ont en Arabie saoudite moins d'opportunités d'étudier et de trouver un emploi que les hommes. La JICA se prépare ainsi à la coopération dans de nouveaux domaines conformément au programme nippo-saoudien.



Enfants d'une école japonaise visitent une installation d'alimentation en eau située au Caire

émanait d'un élève qui disait avoir entendu parler de la présence de bilharzies (*Schistosoma haematocolum*) dans le Nil et qui voulait savoir comment étaient éliminés ces vers avant leur entrée dans le réseau de distribution.

L'installation est située juste en face de l'école japonaise, à deux kilomètres environ des pyramides. Le jour de la session d'études, une violente tempête de sable envahissait les enfants, mais au matin, ils ont pu grimper sur le réservoir d'eau portant le logo de l'AFD, à l'initiative de l'installation. Avec ses 19 mètres de haut et ses 33 mètres de diamètre, le réservoir a offert aux enfants enthousiastes une vue inhabituelle sur les pyramides.

#### L'éducation pour le développement dans la pratique

Le thème de ce cours particulier portait sur l'eau, mais nous avons réalisé que tout projet pourrait être utilisé comme support pour l'éducation en matière de développement. Forts de cette expérience, nous allons mettre tout en œuvre afin d'élaborer bientôt d'autres projets d'éducation pour le développement dans notre région.

(Bureau de la JICA en Égypte)

II

Chapitre 2

Moyen-Orient et Maghreb

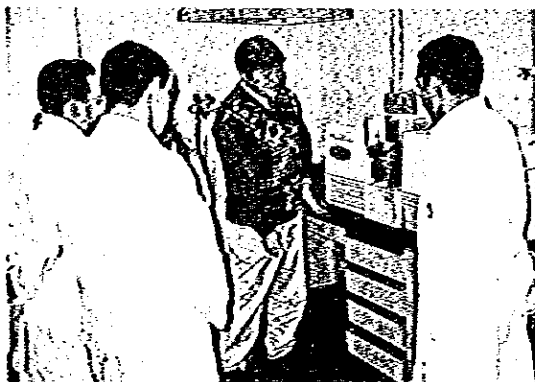
## Promotion de la Coopération Sud-Sud

De nombreux pays du Moyen-Orient ne sont pas uniquement des récipiendaires de l'aide et entreprennent eux-mêmes, à partir de leur propre expérience en matière de développement, des actions avec d'autres pays, dans le cadre de la coopération Sud-Sud<sup>1</sup>. Le Japon soutient activement les efforts de ces pays, essentiellement par des stages dans un pays tiers. Une formation de ce type s'adresse à 20 pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, notamment l'Égypte, la Jordanie, la Turquie, le Maroc et l'Arabie saoudite.

En 1993, le Japon a signé avec l'Égypte et la Tunisie un accord-cadre sur la coopération Sud-Sud dans lequel il prévoit d'apporter son soutien à la coopération fournie par ces deux pays à l'Afrique. En 1999, les gouvernements japonais et tunisien ont organisé un séminaire intitulé "La dette extérieure, arme à double tranchant pour le développement économique" à l'intention des pays africains avec d'importants problèmes de gestion dans ce domaine. Ce colloque, qui s'est déroulé en Tunisie, a reçu le soutien du PNUD et de la Banque mondiale.

## Aide d'urgence et à la reconstruction suite au tremblement de terre en Turquie

Suite au tremblement de terre qui a frappé le nord de la Turquie en août 1999, le Japon a envoyé une équipe de



Le projet de formation sur la surveillance de l'eau (accréditation (coopération technique de projet-type) est l'une des initiatives visant à protéger le Nil (Égypte).

secours d'urgence, une équipe de sauveteurs, une équipe médicale et une équipe d'experts dans le domaine de la protection contre les séismes. Un approvisionnement d'urgence et une coopération financière non remboursable ont par ailleurs été fournis. Pour l'aide urgente aux victimes, les habitations provisoires utilisées après le grand tremblement de terre de Hanshin-Awaji au Japon ont été mises à disposition. La JICA continue d'œuvrer avec les ONG afin de renforcer le soutien communautaire pour que les victimes puissent retrouver leur autonomie.

Istanbul n'a pas été gravement atteinte par ce séisme, mais il est fort probable qu'elle soit touchée par une autre secousse à plus ou moins long terme. Aussi, la JICA prévoit de réaliser une étude de développement afin d'élaborer un plan de base pour la prévention des catastrophes à Istanbul.

## Sur le terrain

### Institut spécialisé de technologie des pêches maritimes (ISTPM) d'Agadir

Maroc

#### Le nombre de cadres navigants a presque sextuplé en 12 ans

† Premier institut pour la formation de cadres navigants

Alors que la plupart des Japonais associent le Maroc au désert, cette nation bordée par l'Atlantique et la Méditerranée dispose en fait d'énormes réserves de ressources halieutiques. Les prises annuelles s'élèvent à 200 000 tonnes et en 1998, le Maroc a exporté vers le Japon des produits de pêche – poissons et calmars principalement – pour un montant de 240 millions de dollars.

Comme le montrent ces chiffres, la coopération japonaise a joué un rôle important dans le développement de l'industrie de pêche marocaine. Le projet de création d'un Institut spécialisé de technologie des pêches maritimes (ISTPM) à Agadir, auquel le Japon participe depuis plus de dix ans, est l'exemple type d'une telle coopération.

En 1981, le Maroc a déclaré une zone économique exclusive de 200 milles nautiques. À cette époque toutefois, ce pays ne disposait d'aucun institut pour la formation de cadres navigants, tels que capitaines ou ingénieurs en chef, et ces postes étaient occupés par des étrangers. Pour remédier à cette situation, le gouvernement marocain a créé l'Institut spécialisé de technologie des pêches maritimes d'Agadir (ISTPM) comme institut du pays pour la formation de cadres navigants, afin d'apporter un soutien à l'industrie de la pêche de devenir autonome et de se moderniser. C'est dans ce contexte que le gouvernement marocain a sollicité la coopération du Japon.

#### Coopération technique de projet-type

† De grands espoirs pour les stages dans un pays tiers

La JICA a envoyé des experts et fourni des installations et des équipements à l'ISTPM en 1986. Le projet devait être terminé courant 2001.

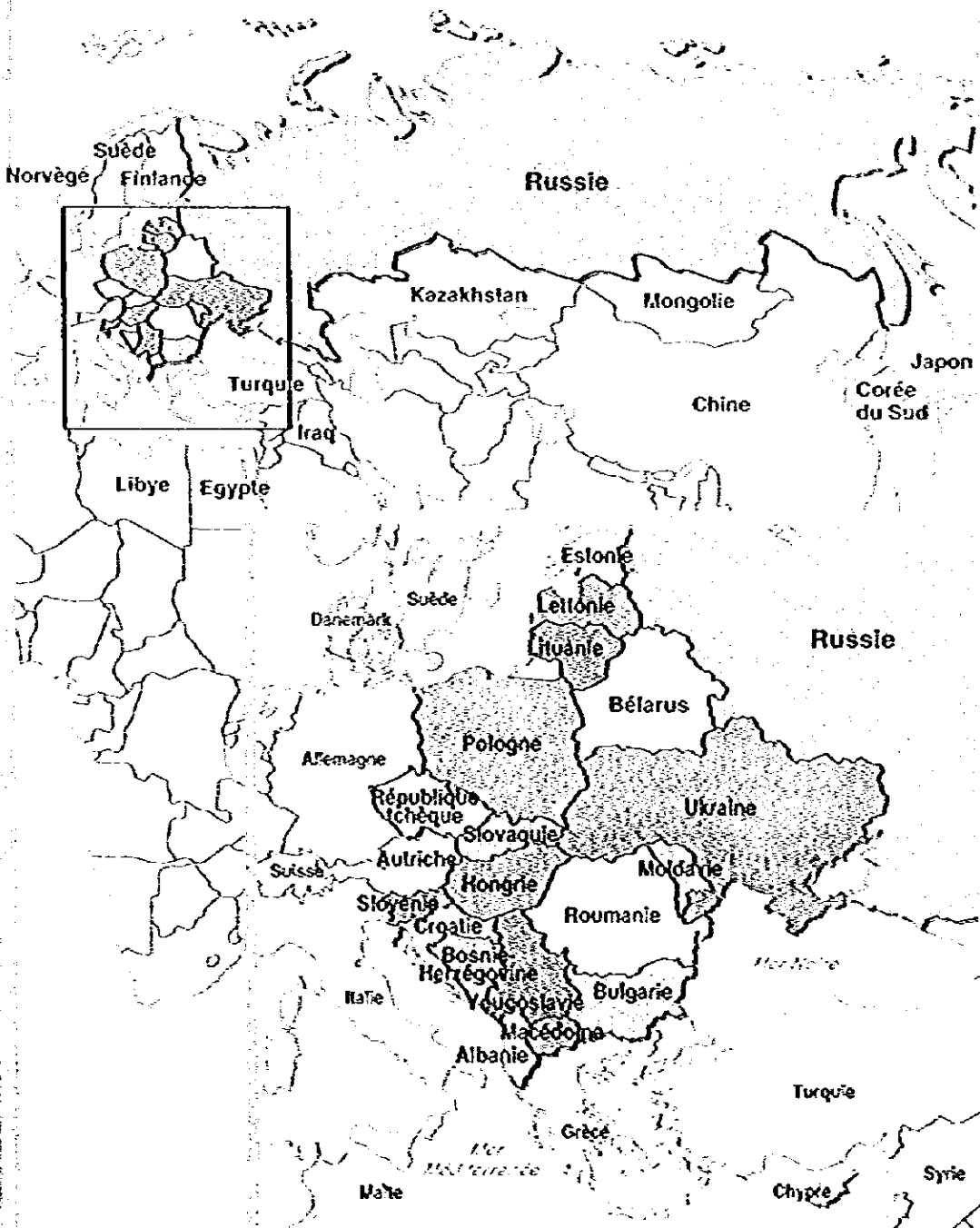
Grâce au projet, le nombre de cadres navigants, qui n'était que de 160 en 1985, est passé à 930 en 1997. L'institut est aujourd'hui l'un des plus compétitifs et les plus exigeants du Maroc. 2 500 candidats postulent en effet tous les ans pour seulement 100 places.

L'enseignement fourni jouit également d'une très grande réputation dans les autres pays africains. L'ISTPM répond à la demande extérieure au Maroc et accueille des étudiants de pays voisins, tels que le Sénégal, la Mauritanie et la Tunisie. Depuis 1998, il assure avec le soutien de la JICA un programme de stages dans un pays tiers destinés aux pays africains francophones.

Cette initiative était l'un des projets cadres proposés au prix spécial de la coopération internationale célébrant le 25<sup>ème</sup> anniversaire de la JICA en août 1998. La JICA souhaite ainsi faire connaître les réalisations de l'ISTPM. Elle prévoit aussi de lui fournir son soutien pour qu'il serve de base au développement de l'industrie de la pêche au Maroc, à la coopération régionale et à la coopération Sud-Sud dans l'Afrique francophone.

(Bureau de la JICA au Maroc)

# Chapitre 11



# Etat actuel du développement régional



Des responsables officiels et une mission d'étude pour la promotion de l'exécution discutent du 'Projet de réhabilitation du réseau de transports publics à Sarajevo' (coopération financière non remboursable) (Bosnie-Herzégovine).

## Appui à la démocratisation et à la réforme socio-économique

Pendant de longues années après la Seconde Guerre mondiale, les pays d'Europe centrale et orientale sont restés sous la férule de Moscou et les droits de l'homme et de l'environnement sont devenus des problèmes très préoccupants sous ces régimes à économie centrale planifiée. Au cours des années 80, l'inefficacité de la gestion de l'économie a inévitablement conduit à leur effondrement.

En 1989, la Pologne et la Hongrie ont quitté le communisme pour s'orienter vers une économie de marché. Les autres pays de la région les ont ensuite rejointes dans le processus de démocratisation et de réforme sociale.

Les pays industrialisés ont salué ces réformes et ont apporté leur soutien à ces nations dans le cadre du Groupe des 24 (le G-24), qui associe les pays donateurs concernés - notamment les 15 Etats de l'Union européenne, le Japon, les Etats-Unis, le Canada et l'Australie - ainsi que des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Suite aux résolutions du G-24, le gouvernement japonais a depuis 1990 élargi son aide à douze autres pays : République tchèque (Tchécoslovaquie lorsque l'aide a débuté en 1991), Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, Albanie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine et Croatie. Une aide est par ailleurs fournie depuis 1997 dans le cadre de l'APD à l'Ukraine et à la Moldavie (qui a été transférée en janvier 1997 sur la première partie de la liste du Comité d'aide au développement (CAD)<sup>9</sup>).

## L'importance d'une évaluation de la situation économique et des besoins d'aide de chaque pays

Maintenant qu'une décennie s'est écoulée depuis la chute du communisme, de nettes différences commencent à se dessiner entre les pays d'Europe centrale et orientale sur le plan de la transition vers une économie de marché et des résultats de la réforme économique et sociale.

Plusieurs pays, notamment la Pologne, la Hongrie et la République tchèque progressent lentement dans la voie

## Principes fondamentaux de l'aide de la JICA en Europe centrale et orientale

Depuis 1990, le Japon apporte une coopération soutenue à l'Europe centrale et orientale en avant son aide sur les domaines prioritaires suivants :

1. Appui à l'introduction d'une économie de marché (politique économique, accroissement de la productivité, méthodes de gestion, etc.) ;
2. Problèmes d'environnement (pollution atmosphérique, élimination des déchets, etc.) ;
3. ReconSTRUCTION des infrastructures économiques.

La politique à moyen terme liée à l'APD annoncée en août 1999 faisait référence à divers types de soutien aux pays parties au conflit et aux pays voisins.

En plus de ces thèmes classiques, nous devons renforcer les approches par pays dans les domaines prioritaires de l'aide suivant les orientations et le rythme de développement des différents pays. La Pologne, la République tchèque, la Hongrie et l'Estonie sont relativement bien avancées dans la voie du développement et devraient rejoindre l'Union européenne en 2003. L'aide à ces pays concerne essentiellement le secteur industriel et associe le transfert de technologie et d'expertise à la lutte contre la pollution.

Toutefois, dans les pays où les réformes n'ont pas suivi de manière aussi harmonieuse qu'on le souhaitait, comme la Bulgarie, la

Roumanie et la Moldavie, la priorité a été donnée à des formes de coopération socio-économique de type plus classique, dans des domaines tels que la modernisation des infrastructures économiques, le développement agricole, les soins de santé et l'aménagement de réseaux d'adduction d'eau et d'électricité.

Plusieurs pays, notamment la Macédoine, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine connaissent d'importants problèmes politiques liés aux questions ethniques. A cet égard, elles constituent l'une des préoccupations majeures de l'aide à la consolidation de la paix après les conflits et au soutien de la reprise à moyen et à long terme.

des réformes. Après avoir rejoint l'OCDE, ils devraient bientôt entrer dans l'Union européenne. A l'opposé, la Roumanie, la Bulgarie et l'Ukraine éprouvent de très graves difficultés à reconstruire leurs économies et leurs tissus industriels. Non seulement, ces pays souffrent de problèmes de gestion économique, mais ils connaissent aussi une tendance de plus en plus marquée à l'augmentation du nombre de pauvres et au déclin du niveau des soins médicaux.

Les pays des Balkans, notamment ceux qui formaient l'ex-Yougoslavie et l'Albanie, sont aujourd'hui déstabilisés par de nombreux facteurs liés à la guerre civile et aux problèmes ethniques, comme on a pu le voir avec l'éclatement de la Fédération yougoslave et les guerres entre ses anciens membres durant les années 90, ainsi que la guerre au Kosovo. Aussi, la stabilité politique ainsi que la reconstruction et le développement économique sont-ils des enjeux importants pour chacun d'eux.

C'est pourquoi il est devenu toujours plus important ces dernières années d'évaluer correctement la situation économique et les besoins d'aide de chaque pays d'Europe centrale et orientale, afin de combiner et de moduler le plus efficacement possible les différentes formes de soutien intel-



JOCV et bénévoles réparant de la poterie en céramique destinée à figurer dans la base de données d'une collection de musée (Bulgarie).

lectuel, notamment l'appui à l'introduction d'une économie de marché et les types plus classiques de coopération au développement sur le plan économique et social.

## II

Chapitre 1

Europa

### Sur le terrain

## Projet de développement des produits laitiers fermentés

Bulgarie

### Rétablir la réputation de la Bulgarie comme producteur de yaourt de qualité

#### ↑ Crise dans la production du yaourt

L'une des premières choses qui vient à l'esprit en pensant à la Bulgarie est le yaourt. Ce produit a tout d'abord été apporté au Japon et aujourd'hui ce sont les Japonais qui fournissent à la patrie du yaourt une coopération technique pour améliorer sa technologie de fabrication.

Jusqu'à l'introduction de l'économie de marché en Bulgarie en 1991, l'industrie laitière était pratiquée à grande échelle dans des fermes d'Etat sur une base communautaire. Elle a alors été exclébrée, le bétail a été redistribué aux différents fermiers et l'élevage laitier a été notablement réduit. Ces changements ont conduit à une réduction de moitié de la production de lait cru et de produits laitiers, ainsi qu'à une nette baisse de la qualité.

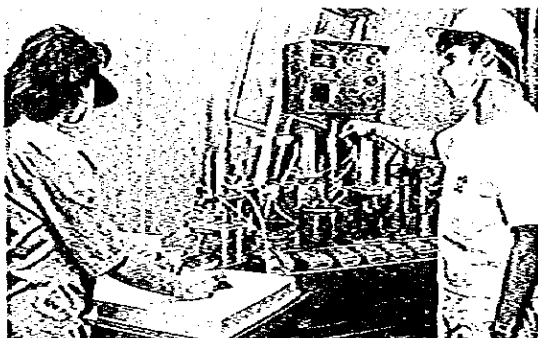
La Bulgarie dispose en quantité d'herbes et de fleurs dont on peut extraire les lactobacilles : 600 à 700 types de lactobacilles ont déjà été identifiés, mais ils ne sont pas complètement utilisés dans les conditions actuelles.

Le gouvernement bulgare pense que la régénération de l'industrie laitière est un pilier important de la stabilisation économique. C'est dans ce cadre que le Japon a été sollicité pour fournir une coopération technique afin de parvenir à améliorer la qualité des produits laitiers et à utiliser efficacement les importantes réserves de lactobacilles.

#### ♦ Résultats garantis

Fin juillet 1997, le "Projet de développement des produits laitiers fermentés" avait été prévu pour cinq ans. Deux ans et demi se sont écoulés et les responsables japonais et bulgares ont présenté leurs évaluations à mi-parcours des résultats de la coopération. Les principales réalisations mises en évidence sont les suivantes :

#### Coopération technique de projet-type



L'introduction d'un équipement d'analyse hautement performant a permis d'augmenter les capacités d'identification et d'analyse.

1. Environ 500 types de souches de lactobacilles ont été collectées et isolées sur les yaourts traditionnels et dans la nature : plusieurs souches offrent de bonnes perspectives pour de futures applications ont été identifiées.
2. Le transfert de technologie concernant les méthodes de fabrication et l'utilisation de levains (lactobacilles) ainsi que les méthodes de fabrication de yaourt nature progresse régulièrement.
3. Des analyseurs à haute vitesse et haut débit ultra-modernes ont été fournis.

Ce projet a permis de produire du yaourt et des produits laitiers de meilleure qualité. Tous les intervenants au projet espèrent que l'exportation de ces produits vers d'autres pays contribuera de manière significative au développement économique en Bulgarie.  
(Bureau de la JICA et des JOCV en Bulgarie)

# Approches des enjeux prioritaires par la JICA



JOCV enseignant l'art martial japonais du Judo à Bucarest.

## Une coopération bien spécifique

L'appui à la transition vers une économie de marché est l'un des enjeux prioritaires de l'aide en Europe centrale et orientale. Vaste concept, il englobe la fourniture de conseils en matière de politiques sur le soutien à l'industrie, l'amélioration des systèmes juridiques, l'apport d'une aide pour le développement des ressources humaines\* (inté-

grant la formation du personnel requis pour les nouveaux systèmes économiques et les nouvelles industries) et le transfert de technologie et de savoir-faire.

En Pologne, la JICA aide au développement des ressources humaines dans le domaine des sciences de l'information à l'Institut nippon-polonais des techniques de l'information, dans le cadre d'un projet sur cinq ans, lancé en 1996. En Hongrie, l'aide de la JICA, qui devait se poursuivre jusqu'à fin 1999, s'est concrétisée par la création du Centre hongrois d'amélioration de la productivité et un appui

## Sur le terrain

### Volontaires dans le domaine du sport [Roumanie]

#### La population locale enchantée par le projet de coopération sur le ski

##### ◆ Premier projet des JOCV de ce type

La Roumanie est pour les Japonais le pays du sport par excellence. Cette réputation a été forgée par des sportifs et des sportives d'exception, comme la grande gymnaste Nadia Comăneci et, plus récemment, la marchebienne Gabriela Szabo.

Les JOCV interviennent en Roumanie dans diverses disciplines. La coopération dans ce domaine a débuté par les sports japonais traditionnels du Judo et du Judo pour s'étendre ensuite au Volley-Ball, un sport dans lequel le Japon excelle. Après environ deux ans, éventuellement des activités sportives a commencé de s'élargir progressivement.

Dans ce cadre, le ski est un domaine de coopération assez innovant. On ne trouve aucun précédent de coopération de ce type dans les activités liées aux envois de JOCV et l'expérience accumulée est avec la première du genre.

Ainsi, nous avons été assaillis de questions lorsque la demande a été déposée au siège de la JICA : "Pourquoi les JOCV devraient-ils participer à un projet aussi coûteux ? Le ski est-il apprécié de tous les Roumains ? Si nous avons eu quelques difficultés à répondre, nous avons fini par obtenir gain de cause. Avec une impatience, les JOCV ont pris leur première en Roumanie en décembre 1999. Aujourd'hui, ces deux JOCV, dont l'un est spécialiste du ski à slalom et l'autre du ski de fond, ne s'occupent pas une seule minute.

##### ◆ Compétition de ski à titre amical

En Roumanie, le ski à slalom et le ski de fond ne sont pas l'apanage des classes aisées : le ski, conséquence inattendue de l'ére con-

#### Envoi de JOCV



JOCV enseignant le ski de fond.

triste, est l'un des sports de masse qui contribue à la fierté nationale roumaine. Mais le pays n'a pas de stations conformes aux normes internationales et l'on compte seulement cinq petits stations de ski dans l'ensemble du pays.

Les habitants de Giurgiu étaient tous venus pour aider à préparer la compétition et assister aux épreuves. Les JOCV ont confié que l'atmosphère était aussi gaie que dans les fêtes de village au Japon. L'enthousiasme de la population locale nous a montré que le ski est l'un des grands plaisirs dans les régions enneigées d'après la saison hivernale, et nous avons été contents d'avoir pris la bonne décision en envoyant les JOCV dans ce district.

(Bureau de la JICA et des JOCV en Roumanie)

sur le plan du contrôle de la qualité, des améliorations des usines, de la dotation en personnel et du travail. Ce projet de coopération a par exemple permis d'organiser, au cours de l'exercice 1999, un "Séminaire d'amélioration de la productivité et la stratégie d'emploi", sous la direction conjointe du gouvernement japonais et du Parlement européen. Ce séminaire a pour objectif de mieux sensibiliser les responsables de l'emploi et de la politique économique des pays voisins aux résultats de la coopération technique et aux autres informations connexes. Une aide à l'élaboration des politiques industrielles est apportée en Bulgarie depuis l'exercice 1999. Des efforts sont par ailleurs accomplis pour faire en sorte que l'expérience du Japon dans ce domaine bénéficie au développement économique de ces pays.

Dans l'aide que la JICA fournit à ces pays, qui sont dotés d'excellentes capacités technologiques et d'un grand capital humain – contrairement à la plupart des pays en développement – il faut veiller tout particulièrement à concilier les acquis en matière de technologie et le niveau d'expertise de l'aide japonaise. L'objectif final de ces pays étant d'adhérer à l'Union européenne, nous devons établir la meilleure manière d'utiliser les spécificités de la coopération japonaise, tout en garantissant une totale harmonie avec les politiques, les règles fondamentales et les systèmes juridiques de l'Union européenne.

## Aide à la consolidation de la paix après les conflits et à la reconstruction

Le soutien à la reprise après les conflits est un enjeu majeur de la coopération future avec l'Europe centrale et orientale, particulièrement dans la région des Balkans.

Suite à l'accord de Dayton signé en novembre 1995, le Japon s'est mobilisé pour appuyer le processus de reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. Depuis 1996, la JICA continue de détacher des spécialistes de la formulation de projets et des missions d'étude en Bosnie. Elle contribue également à la consolidation après les conflits et à la reconstruction par des apports d'aide financière non remboursable et de coopération technique dans les domaines où les activités entreprises sont susceptibles de produire des résultats assez rapidement, comme l'énergie électrique, les transports et les soins médicaux.

Au cours de l'exercice 1999, nous avons par ailleurs réalisé une étude sur les possibilités de coopération concernant l'utilisation d'un ancien camp de réfugiés en Macédoine, ayant servi durant la crise au Kosovo.

Le soutien apporté par le Japon dans la région des Balkans prend pleinement en compte l'équilibre ethnique et concerne donc la consolidation après les conflits et non pas uniquement le redressement et le développement national, un fait qui a été salué avec enthousiasme par les pays de la région.



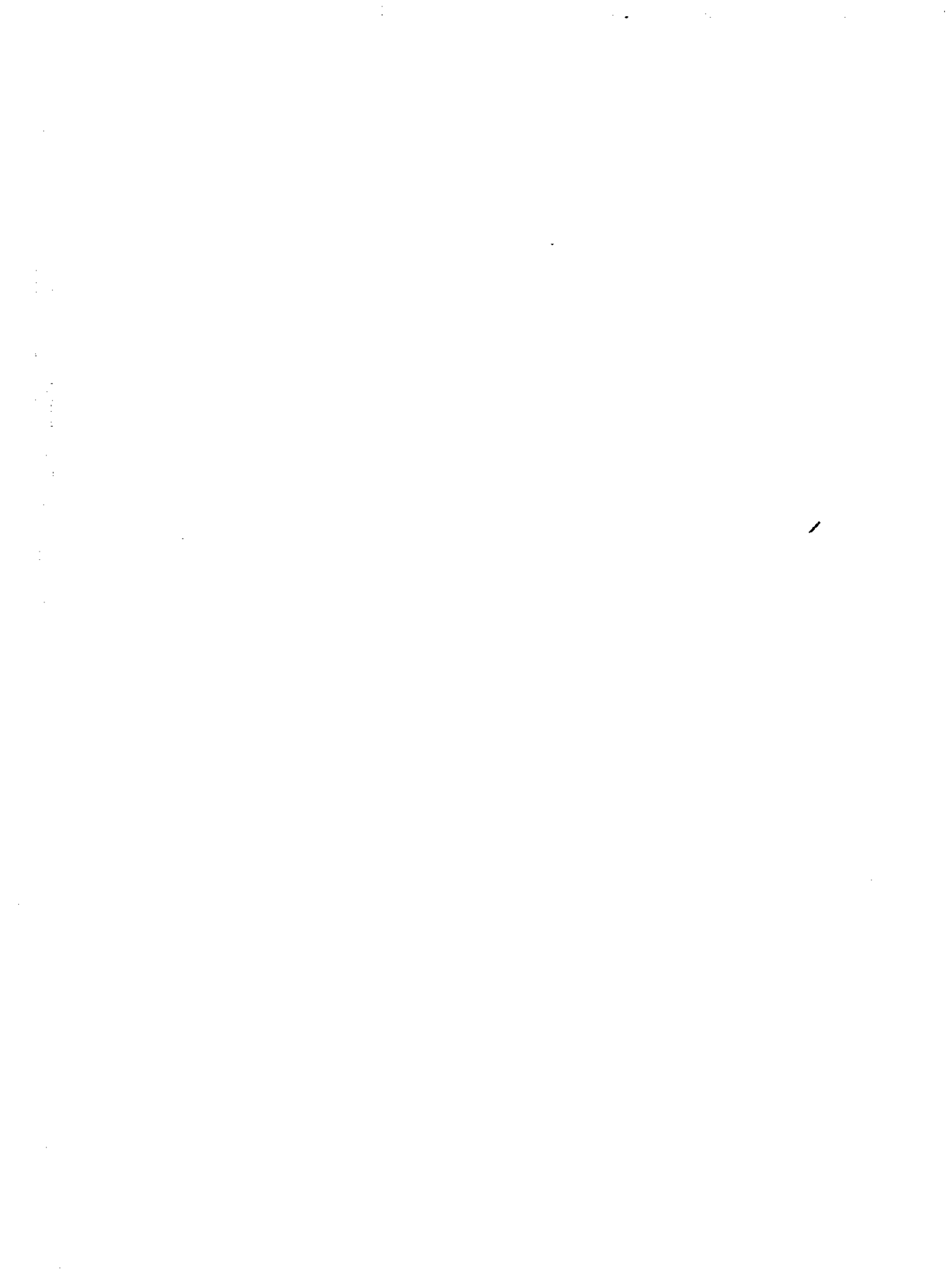
JOCV jouent avec des enfants dans un hôpital en Bulgarie.

## II

Chapitre 2

Europe





**3ème partie**

**Aperçu des activités  
de la JICA**

## Identification et formulation des projets

### Aperçu des activités de la JICA

Les activités de la JICA se déroulent conformément au cycle du projet, un processus intégré constitué de quatre grandes étapes : la planification, la mise en œuvre, l'évaluation, puis l'intégration de l'information pertinente (ou feed-back) à l'étape de la planification d'un nouveau projet. Pour pouvoir améliorer le contenu des programmes et optimiser l'impact de la coopération technique, chaque étape du cycle nécessite un suivi et une gestion intégrés. La liste suivante indique les aspects particulièrement importants des principales étapes :

- (1) Planification : l'étude et l'analyse des besoins et des demandes des pays en développement, la définition des groupes cibles ainsi que la spécification des objectifs, des cibles, des ressources à utiliser (nombre d'experts à recruter, domaines de spécialisation, coût projeté pour l'ensemble du projet, etc.) et du programme détaillé des activités.
- (2) Mise en œuvre : l'exécution d'un projet conformément au plan, la révision des orientations du plan en fonction du suivi de la mise en œuvre, et l'obtention de résultats.
- (3) Evaluation : l'analyse de la concordance des résultats obtenus avec les cibles établies à l'origine, la mesure de l'impact du projet, l'étude des modes d'obtention des résultats et l'exploitation de l'information obtenue pour la conception de nouveaux projets.

Dans la troisième partie de ce rapport, les activités de la JICA sont examinées sous l'angle des trois étapes du cycle du projet ainsi que des efforts déployés pour renforcer les mesures de soutien à leur réalisation.

- (1) Identification, formulation et planification (chapitre 1)
- (2) Mise en œuvre des projets (chapitre 2)
- (3) Evaluation et suivi (chapitre 3)
- (4) Renforcement des activités de soutien à la mise en œuvre des projets (chapitre 4).



Atelier de formulation de projets sur le transfert du savoir-faire de la préfecture d'Iwate en matière de l'élevage des minerais de fer au Pérou. (Association entre la JICA et le gouvernement local)

### Aperçu des activités d'identification, de formulation et de planification

#### Importance d'un point de départ de la coopération

Pour optimiser l'efficacité des actions d'aide de la JICA, il est important de bien cerner les besoins des PED et de planifier et de réaliser des projets adaptés aux circonstances de chaque pays, en fonction des connaissances obtenues sur les conditions, l'organisation et les systèmes sociaux et économiques de chacun. En d'autres termes, il convient d'adopter une approche par pays.

Pour que la JICA puisse mettre en route un projet, le gouvernement du pays récipiendaire doit en principe soumettre une demande d'aide par la voie diplomatique. Toutefois, certains pays en développement ne disposent pas de décideurs qualifiés pour déterminer les types de projets à mettre en œuvre pour la promotion du développement national.

En outre, même ceux qui sont en mesure de bien cerner leurs besoins et de concevoir des projets peuvent ne pas posséder les structures nécessaires pour gérer des apports d'aide extérieure. La JICA adopte alors une approche par pays. Elle analyse les conditions et problèmes d'un pays récipiendaire et examine les axes du développement avant de mettre au point un projet de coopération concret. Ce processus correspond à la phase d'identification et de formulation d'un projet.

L'identification et la formulation constituent le point de départ de la coopération et en déterminent l'orientation. La JICA leur attache une très grande importance car elle estime qu'elles sont indispensables à la réussite d'un projet de coopération, tout comme les évaluations menées en fin de projet.

La JICA prévoit de financer des activités pour rendre l'aide plus efficace en renforçant les étapes au début et à la fin de la coopération. Parmi ces activités prévues au budget, nous examinerons celles concernant l'identification,

la formulation et la planification des apports de coopération et plus particulièrement 1) la collecte et la gestion de l'information par pays, 2) l'identification et la formulation de projets et 3) les études et recherches destinées à rendre l'aide plus efficace et plus productive.

## Collecte et gestion de l'information par pays

### 1. Création d'une base de données de l'information par pays

La collecte et l'analyse de données de base sur les pays en développement jouent un rôle indispensable pour le renforcement de l'approche par pays. La JICA recueille et analyse des données de base sur le secteur socio-économique ainsi que des informations techniques et des renseignements sur les apports d'aide d'autres institutions. Elle classe et ordonne également de manière systématique l'information et les données d'expériences recueillies dans le cadre des activités d'aide japonaises.

Depuis l'exercice 1998, nous travaillons sur une base de données centralisée afin d'intégrer et d'affiner l'information par pays jusqu'ici recueillie. Un système a été mis en place afin de simplifier l'informatisation et le partage des données et d'en faciliter l'accès.

Les données traitées par ce système sont de deux types : elles sont décrites ci-après et ont été proposées en libre accès sur le site web de la JICA au cours de l'exercice 1999.

#### (1) Informations de base par pays

Informations à caractère socio-économique ou concernant des thèmes particuliers, notamment le développement social, l'agriculture, la foresterie, la pêche ou encore l'environnement et la PFD\* (Participation des femmes au développement).

#### (2) Informations sur la mise en œuvre des projets

Informations décrivant de manière détaillée les résultats atteints grâce aux projets.

### 2. Affectation de conseillers techniques locaux

Des conseillers techniques locaux sont affectés aux bureaux de représentation de la JICA pour recueillir et analyser ces informations de base et d'autres renseignements pertinents touchant aux propositions de projets soumises par les pays bénéficiaires. Ces conseillers ont essentiellement pour tâche d'obtenir des données techniques et autres sur l'effectif de techniciens de l'organisation bénéficiaire, sur ses compétences et sa capacité financière ainsi que sur l'état des infrastructures\* locales correspondantes. Au

# III

## Chapitre 3

Identification, formulation et planification / Identification et formulation des projets

## Sur le terrain

### Envoi d'une mission d'étude mixte par la préfecture d'Iwate et la JICA pour le transfert Iwate du savoir-faire en fonderie des minerais de fer au Pérou

#### " Il faut battre le fer quand il est chaud ! "

En mars 1999, au plus fort du printemps, le président du Pérou, Alberto Fujimori, s'est rendu au Japon pour participer aux cérémonies marquant le centenaire de l'émigration japonaise vers son pays. Au cours de sa visite dans la préfecture d'Iwate, il a confié au gouverneur de la préfecture et au président de la JICA qu'il était particulièrement intéressé par la fonderie des minerais de fer de Narbu qui fait la renommée d'Iwate. A son avis, les méthodes enployées pourraient être utilisées sur le minerai de fer produit au Pérou.

La JICA a examiné avec les autorités préfectorales d'Iwate les possibilités de coopération technique et, en octobre 1999, le gouvernement de la préfecture d'Iwate et la JICA ont envoyé une mission d'étude mixte au Pérou. Cette dernière a étudié les compétences locales en matière de fonderie, les besoins d'aide et dans quelle mesure il était possible d'adopter un projet de coopération technique de ce type. Après des discussions avec les autorités péruviennes, il a été convenu que le mieux serait que le transfert de technologie\* en fonderie ne concerne pas uniquement le savoir-faire de Narbu mais de l'ensemble de la profession.

Suite à cette étude, des représentants de la SENATI (Organisation nationale de technologie industrielle chargée de la mise en œuvre de la coopération technique au Pérou) ont été invités en février 2000 à un atelier dans la préfecture d'Iwate avec certains de ses représentants du secteur de la fonderie. L'atelier avait pour objectif d'établir un système de coopération avec le Pérou. Les discussions entre les participants japonais et péruviens ont permis aux autorités de la préfecture d'Iwate de mieux saisir l'importance d'une coopération internationale et ont abouti à la création d'un système de coopération incluant la préfecture.

A l'avenir, cette coopération devrait se traduire par l'accueil de stagiaires en formation technique et l'envoi d'experts en mission à court terme au Pérou.



Péruviens visitant un atelier de fonderie des minerais de fer

La JICA et les autorités de la préfecture d'Iwate travaillent actuellement de concert afin d'apporter une coopération technique qui favorise le développement des ressources humaines au Pérou, notamment par le transfert du savoir-faire en fonderie — et plus particulièrement des méthodes de fabrication des objets en fer de Narbu — pour contribuer au développement de ce secteur au Pérou.

(Antenne régionale de Tokyo)



Etude sur site au Sénégal destinée à garantir l'approvisionnement en eau de l'Afrique de l'Ouest.

cours de l'exercice 1999, des conseillers techniques locaux ont réalisé 53 études dans 43 pays.

## Identification et formulation de projets

### 1. Etudes de formulation de projets

Il peut arriver qu'il soit difficile pour un pays de soumettre une demande, en dépit du caractère prioritaire des projets envisagés.

Des études sur le terrain s'avèrent alors nécessaires suivant les secteurs prioritaires. Une étude et une analyse s'imposent sur l'utilité et les modalités de l'aide, les capacités des institutions de ce pays, les mécanismes en place pour la réalisation des projets envisagés, ainsi que les impacts attendus sur l'économie et la société. Des discussions doivent par ailleurs avoir lieu avec le gouvernement du pays récipiendaire et les organisations concernées (y compris des ONG). Ces activités servent normalement de base pour l'élaboration du meilleur plan de coopération possible.

La JICA réalise ainsi des études de formulation de projets\* pour élaborer de tels plans. Ces études peuvent être réalisées par des missions envoyées du Japon ou par des consultants locaux employés par les bureaux de représentation de la JICA.

Au cours de l'exercice 1999, 71 études de ce type ont été réalisées dans 58 pays en développement. Elles se répartissent comme suit :

- (1) Asie : 28 (39 %)
- (2) Moyen-Orient et Maghreb : 5 (7 %)
- (3) Afrique : 14 (20 %)
- (4) Amérique latine : 13 (18 %)
- (5) Océanie : 5 (7 %)
- (6) Europe : 6 (9 %)

### 2. Ateliers de coopération intra régionale sur des domaines spécifiques

Pour pouvoir identifier et formuler des projets pertinents, non seulement pour des pays spécifiques mais également pour les pays voisins au sein d'une même région, la JICA a mis en place un système d'ateliers spéciaux de coopération intra régionale sur des domaines particuliers, où les représentants des pays concernés peuvent se réunir et discuter des meilleurs modes de coopération.

Au cours de l'exercice 1999, des ateliers ont été organisés en Thaïlande et au Sénégal.

En Thaïlande, l'atelier sur trois jours a porté sur la manière dont les pays de l'Asie de l'Est pouvaient lutter contre les pluies acides, problème exacerbé par l'industrialisation rapide dans la région. Des représentants officiels et des chercheurs de dix pays de cette même région

étaient conviés. Des échanges de vues animés ont eu lieu sur des sujets tels que les dommages infligés par les pluies acides et la manière de faire face suivant les pays. Les stratégies de lutte à l'échelle de la région toute entière ont été examinées, ainsi que les possibilités de coopération future dans la pratique.

Au Sénégal, un atelier sur trois jours a été organisé sur l'approvisionnement en eau salubre, un problème qui exige une réponse collective dans l'ensemble de la région. Suivi par les représentants de 14 pays de l'Afrique de l'Ouest, il s'inscrivait dans le prolongement des discussions qui se sont déroulées sur ce thème lors de la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD II). L'atelier a été l'occasion pour les participants d'échanger leurs façons de voir et leurs expériences dans ce domaine particulier. Les possibilités de coopération future ont été explorées et les principaux points nécessitant un examen ultérieur ont été consignés.

### 3. Ateliers de formulation de projets en association avec les gouvernements locaux

Ces dernières années, les problèmes écologiques se sont aggravés dans les PED consécutivement à l'urbanisation et à l'industrialisation croissantes. Les disparités socio-économiques entre zones urbaines et rurales se sont par ailleurs creusées. Le savoir-faire et l'expérience en matière d'administration locale acquis par les pouvoirs locaux au Japon devraient s'avérer efficaces pour répondre aux questions posées par le développement régional. Les administrations locales mettent par ailleurs progressivement de plus en plus l'accent sur le volet concernant la coopération internationale dans le cadre de leurs activités de promotion régionale.

Au cours de l'exercice 1998, la JICA a institué, en association avec les autorités des administrations locales, un système d'ateliers de formulation de projets, visant à exploiter les ressources des administrations locales japonaises pour aider à répondre aux besoins des PED.

Au cours de l'exercice 1999, la préfecture d'Iwate a invité un groupe de Péruviens à participer à un atelier pour leur transmettre le savoir-faire très élaboré des artisans de Nanbu dans l'art de la fonderie des minerais de fer.

Les participants ont débattu de l'état actuel de la fonderie des minerais de fer au Pérou et des besoins d'aide afin de déterminer, pour la JICA et le gouvernement préfectoral d'Iwate, le meilleur moyen de collaborer dans ce domaine. La question concernant le type de structures requises à cet effet a ensuite été examinée.

### 4. Conseillers en formulation de projets

Le système des spécialistes de la formulation de projets a été mis en place afin d'envoyer des experts dans des domaines prioritaires pour le développement des pays récipiendaires, de cerner les besoins de ces pays sur une période relativement longue, de concevoir des projets de haute qualité et de traiter les demandes de projets. Des spécialistes de la formulation de projets sont envoyés dans les bureaux de représentation afin d'étudier l'ordre de priorité



des demandes de projets et de plans de coopération, tout en restant en contact étroit avec les organisations concernées dans le pays récipiendaire à des fins de consultation et de coordination.

Comme indiqué plus loin, on a assisté ces dernières années à une augmentation considérable du nombre de pays récipiendaires, d'enjeux et de méthodes. Face à cet accroissement, les spécialistes de la formulation de projets ont un rôle de plus en plus important dans l'identification et la formulation de projets de haute qualité susceptibles de faire avancer efficacement le processus de développement. Cela s'est traduit dans trois domaines :

(1) Pays dans lesquels le Japon dispose de peu d'expérience dans l'apport d'aide et nouveaux pays récipiendaires.

(2) Nouveaux enjeux de l'aide, notamment le soutien à la reprise après les conflits et les catastrophes.

(3) Nouvelles méthodes d'aide, notamment la coopération et la collaboration avec d'autres organismes d'aide, dans des domaines tels que le soutien aux programmes sectoriels.

Au cours de l'exercice 1999, 58 nouveaux spécialistes de la formulation de projets ont été envoyés dans 45 pays pour formuler des projets en fonction de leur spécialisation.

## 5. Etudes de confirmation de projets

Pour promouvoir une coopération efficace, il est nécessaire à la fois d'engager des consultations sur des projets

spécifiques ainsi qu'un dialogue sur les programmes d'action. Ce dialogue doit prendre en compte les plans de réalisation des projets de la JICA fondés sur les résultats des études de formulation de projets, l'information par pays, les plans d'aide du Japon ainsi que les plans de développement du pays concerné.

Plus précisément, nous collectons les données requises pour lancer des projets conformes aux principes de la JICA et pour les étudier avec le pays récipiendaire. Nous voyons alors comment classer les projets en fonction de leur priorité et de leurs modalités respectives ; nous examinons l'état d'avancement des projets en cours, les problèmes qu'ils posent et les méthodes pour les résoudre ; nous présentons notre programme d'aide et enfin, nous passons en revue d'autres aspects de la mise en œuvre de l'aide. Ce travail sert à déterminer les orientations futures de la coopération et à assurer une mise en œuvre efficace et rationnelle des projets.

Au cours de l'exercice 1999, 22 missions ont été envoyées dans 29 pays en développement pour confirmer des projets ayant fait l'objet de demandes et discuter des modalités de la coopération. Leur répartition par régions est la suivante :

- (1) Asie : 8 (36 %)
- (2) Moyen-Orient et Maghreb : 6 (27 %)
- (3) Afrique : 3 (14 %)
- (4) Amérique latine : 2 (9 %)
- (5) Océanie : 2 (9 %)
- (6) Europe : 1 (5 %)

## Gros plan

### Etude de formulation de projets sur l'aide à la reconstruction après le tremblement de terre dans le nord-ouest de la Turquie

#### Aide à la reconstruction suite aux dégâts du tremblement de terre

En août 1999, un séisme d'une magnitude de 7,4 a frappé le nord-ouest de la Turquie et notamment la région d'Istanbul. Celui-ci a été suivi en novembre d'un autre séisme de même magnitude dans la région d'Izmit et d'Istanbul. Au total, 15 585 personnes ont été tuées, 24 885 blessés et 55 558 maisons ont été complètement détruites. Les pertes en vies humaines et le tribut pour l'économie et l'infrastructure sociale sont incalculables.

De nombreux pays, dont le Japon, et les organisations internationales, ont immédiatement apporté une aide d'urgence et participé au processus de reconstruction. Pour sa part, la JICA a envoyé une équipe japonaise de secours internationaux d'urgence et des fournitures. Dans le cadre des efforts de reconstruction après la catastrophe, la Turquie s'est vue contrainte de mettre en œuvre des mesures à moyen et long terme afin de réduire les risques de dommages liés à de futurs tremblements de terre.

Pour aider dans cette tâche, la JICA a envoyé une mission de formulation de projets examiner les possibilités de coopération dans des domaines tels que la planification urbaine, la construction et l'aménagement de logements, l'administration des immeubles urbains et la planification en vue de prévenir les catastrophes. Une fois ses études terminées, la mission a présenté des propositions pour minimiser les risques en cas de catastrophe dans Istanbul et ses environs, où l'urbanisation progresse rapidement. La mission a identifié et formulé des projets dans un rapport intitulé "Etude de base sur la planification pour la prévention des catastrophes à Istanbul", lequel prévoit pour l'ensemble de la région urbaine la mise en œuvre d'un programme intégré concernant la construction de bâtiments résistants aux séismes et autres catastrophes.